

**RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**



**MINISTÈRE DU BUDGET**

Document n° 2

**EXPOSE GENERAL DU PROJET  
DE LOI DE FINANCES POUR  
L'EXERCICE 2023**

**Kinshasa, septembre 2022**

# TABLE DES MATIÈRES

<b>TABLE DES MATIÈRES</b>	<b>1</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES</b>	<b>2</b>
<b>LISTE DES ACRONYMES</b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
<b>I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL EN 2022 ET PERSPECTIVES POUR 2023</b>	<b>5</b>
1.1. Evolution de la croissance mondiale	5
1.2. Evolution de l'inflation	8
1.3. Evolution des cours de produits miniers, énergétiques et agricoles	8
<b>II. SITUATION ECONOMIQUE NATIONALE EN 2022 ET PERSPECTIVES POUR 2023</b>	<b>10</b>
2.1. Evolution récente et perspectives au niveau du secteur réel	10
2.1.1. Evolution récente et perspectives du PIB	10
2.1.2. Evolution récente et perspectives d'inflation	12
2.1.3. Evolution du taux de change, des réserves internationales et perspectives	13
2.2. Evolution des indicateurs du secteur monétaire	15
<b>III. SYNTHÈSE DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES A FIN JUIN 2022</b>	<b>16</b>
3.1. Réalisation des recettes	16
3.2. Exécution des dépenses	18
3.3. Perspectives à fin décembre 2022	20
3.3.1. Recettes probables à fin décembre 2022	20
3.3.2. Dépenses probables à fin décembre 2022	21
<b>IV. PRESENTATION DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2023</b>	<b>23</b>
4.1. Contexte d'élaboration	23
4.2. Cadre macroéconomique	24
4.3. Principaux agrégats budgétaires de l'exercice 2023	24
4.4. Configuration des recettes	25
4.4.1. Recettes du Budget général	26
4.4.1.1. Recettes internes	26
4.4.1.2. Recettes extérieures	30
4.4.2. Recettes des Budgets annexes	30
4.4.3. Recettes des Comptes spéciaux	30
4.5. Configuration des dépenses	31
4.5.1. Dépenses du Budget général	31
4.5.2. Dépenses des Budgets annexes	35
4.5.3. Dépenses des Comptes spéciaux	35
<b>CONCLUSION</b>	<b>36</b>

## LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

N°	Intitulé des tableaux	Page
1	Evolution des cours moyens de principaux produits miniers et énergétiques en 2022 (en dollar US)	9
2	Evolution des cours moyens mensuels de principaux produits agricoles en USD	10
3	Principaux indicateurs macroéconomiques 2020-2025	24
4	Recettes des Comptes d'affectation spéciale	31
N°	Intitulé des graphiques	Page
1	Taux de croissance économique mondiale et régionale de 2021 à 2023	6
2	Croissances sectorielles du PIB de 2020 à 2025 (en %)	10
3	Contributions des principales branches à la croissance de 2020 à 2025 (En point de croissance)	11
4	Evolution du taux de croissance et perspective de 2020 à 2025	12
5	Evolution du taux d'inflation en glissement annuel et perspective de 2020 à 2025	13
6	Evolution et perspectives du taux de change à l'indicatif de 2020 à 2025	14
7	Evolution et perspectives des Réserves de change de 2020 à 2025 (en mois d'importation)	15
8	Réalisation des recettes à fin juin 2022 par nature	17
9	Exécution des dépenses par rubriques budgétaires à fin juin 2022	19
10	Evolution comparative du Budget (en milliards de dollars américains)	25

## LISTE DES ACRONYMES

BCC	: Banque Centrale du Congo
BPO	: Budget Pour Ordre
CAMI	: Cadastre Minier
COVID-19	: Corona Virus Desease 2019
CPCM	: Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations
DGPPB	: Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FC	: Franc Congolais
FFN	: Fonds Forestier National
FMI	: Fonds Monétaire International
FONER	: Fonds National d'Entretien Routier
FOMIN	: Fonds Minier pour des Générations Futures
FPC	: Fonds de Promotion Culturelle
FPEN	: Fonds de Promotion de l'Education
FPI	: Fonds de Promotion de l'Industrie
FPT	: Fonds de Promotion du Tourisme
GELEC	: Gestion Electronique du Contentieux
IBP	: Impôt sur les Bénéfices et Profits
IPR	: Impôt Professionnel sur le Revenu
LOFIP	: Loi relative aux Finances Publiques
LOGIRAD	: Logiciel Informatique des Recettes Administratives et Domaniales
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole
PIB	: Produit Intérieur Brut
RDC	: République Démocratique du Congo
RVA	: Régies des Voies Aériennes
SICPA	: Société Industrielle et Commerciale des Produits Alimentaires
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
Tm	: Tonne métrique
USD	: United States Dollar (Dollar Américain)

## INTRODUCTION

Conformément aux prescrits de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques en son article 79 point 1, telle que modifiée et complétée par la Loi n°18/010 du 09 juillet 2018, l'exposé général est l'un des documents qui accompagnent le projet de loi de finances de l'année au Parlement.

Ce document présente la synthèse du budget, fixe les objectifs de la politique économique et financière du Gouvernement et précise les priorités nationales. Il décrit également l'environnement économique international et national dans lequel la loi de finances de l'exercice 2023 a été préparée, les perspectives traduites sous la forme d'un cadre budgétaire à moyen terme ainsi que le niveau d'exécution atteint à fin juin 2022.

Eu égard à ce qui précède, le présent document, en sus de l'introduction et de la conclusion, est structuré de la manière suivante :

1. Environnement économique international en 2022 et perspectives pour 2023 ;
2. Evolution économique nationale récente et perspectives pour 2023 ;
3. Synthèse de l'exécution de la Loi de finances à fin juin 2022 ;
4. Présentation du projet de loi de finances 2023.

## I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL EN 2022 ET PERSPECTIVES POUR 2023

### 1.1. Evolution de la croissance mondiale

L'environnement économique international reste en proie à des incertitudes croissantes au regard des perspectives délétères aussi bien dans les économies avancées que celles émergentes et en développement. Cette situation serait justifiée notamment par l'enlisement de la guerre en Ukraine, la persistance des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement en produits énergétiques et alimentaires ainsi que l'accélération de l'inflation.

Sur la base des perspectives économiques mondiales établies par le FMI en juillet 2022, la croissance mondiale devrait se situer à **3,2%** en 2022, contre **6,1%** observée en 2021. Elle se situerait à **2,9%** en 2023. Ce qui traduit un repli substantiel de l'activité économique.

Dans **les pays avancés**, le ralentissement de l'activité économique devrait se poursuivre. Le taux de croissance est projeté à **1,4%** en 2023 contre une estimation de **2,5%** en 2022 et une réalisation de **5,2%** en 2021.

Aux **Etats-Unis**, l'activité économique devrait connaître une tendance baissière pour se situer à **1,0%** en 2023 contre **2,3%** en 2022 et **5,7%** en 2021. Cette situation serait due à la baisse de la consommation domestique en raison notamment de l'érosion du pouvoir d'achat des ménages et de l'effet attendu d'un durcissement de la politique monétaire.

Dans la **zone euro**, le produit intérieur brut (PIB) devrait connaître la même trajectoire de croissance qu'aux Etats Unis en se situant de 2021 à 2023 respectivement à **5,4%**, **2,6%** et **1,2%**, justifiés principalement par les effets de contagion de la guerre en Ukraine et par l'hypothèse d'un durcissement des conditions financières.

La tendance au ralentissement de l'activité économique va également s'observer dans les **pays émergents et en développement**. Elle sera particulièrement prononcée au Brésil, en Russie et en Chine, en raison notamment du durcissement des conditions de financement extérieur, de la

hausse limitée des prix des denrées alimentaires de base, ainsi que des facteurs géopolitiques. Dans ces Pays, la croissance devrait se situer à **3,6%** en 2022 contre **6,8%** en 2021, avant de remonter à **3,9%** en 2023.

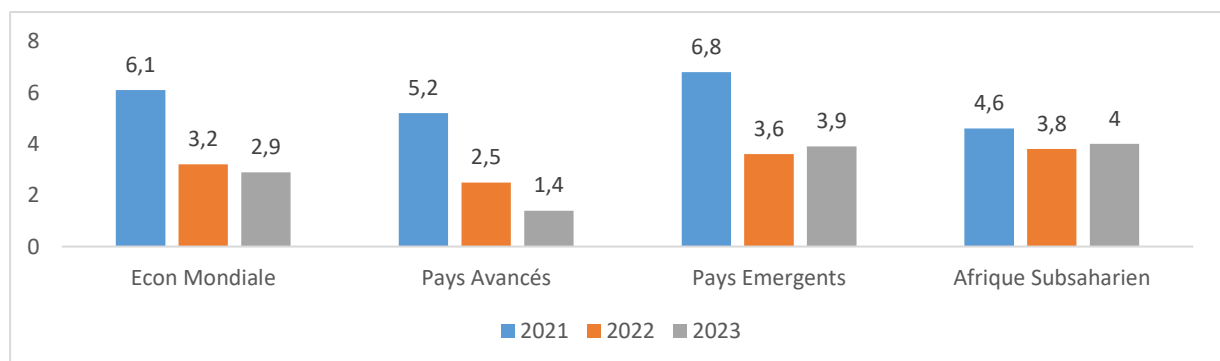
S'agissant particulièrement de la **Chine**, la croissance économique pourrait se situer autour de **3,3%** et **4,6%** respectivement en 2022 et 2023, situation consécutive à la résurgence de la COVID-19 et à l'aggravation de la crise dans le secteur de l'immobilier, après une réalisation de **8,1%** en 2021.

En **Afrique subsaharienne**, la croissance évoluera en dent de scie passant de **4,6%** en 2021, **3,8%** en 2022 et remonter à **4,0%** en 2023. L'environnement économique, dans cette région, serait principalement marqué par le choc lié au conflit russo-ukrainien, les séquelles sociales et économiques de la pandémie de COVID-19, les changements climatiques et les risques sécuritaires.

Au-delà de la pandémie et des tensions géopolitiques actuelles, la mise sur pied des réformes économiques dans la région s'avère nécessaires pour assurer une croissance forte, inclusive et durable.

Dans cette optique, le Fonds Monétaire International préconise que les pouvoirs publics de la région favorisent la diversification de l'économie, libèrent le potentiel du secteur privé en améliorant l'intégration régionale, mobilisent le financement privé en favorisant l'innovation numérique et, finalement, faire face aux difficultés dues aux changements climatiques, en investissant dans l'adaptation et en exploitant les possibilités offertes par la transition énergétique.

**Graphique 1 : Taux de croissance économique mondiale et régionale de 2021 à 2023**



Source : FMI, Perspectives économiques de juillet 2022.

Eu égard au contexte décrit ci-haut, il s'observera un ralentissement du commerce mondial de 2022 à 2023 sous l'effet du recul de la demande mondiale et des perturbations sur les chaînes d'approvisionnement. De plus, l'appréciation du dollar en juin 2022 se situant à **5%** environ en termes d'effectifs nominaux par rapport à décembre 2021 a sans doute ralenti la croissance du commerce mondial, compte tenu d'une part du rôle dominant du dollar dans la facturation des échanges commerciaux et d'autre part des effets financiers et ceux découlant des bilans négatifs sur la demande et les importations dans les pays endettés en dollars.

En substance, plusieurs risques de dégradation pourraient influencer sur le contexte de l'économie mondiale parmi lesquels, la résurgence de la pandémie, le resserrement des conditions financières, l'aggravation des troubles sociaux, les catastrophes naturelles devenues fréquentes, les risques géopolitiques, commerciaux et technologiques. A ce sujet, le Fonds Monétaire International a préconisé des mesures urgentes et actions nécessaires pour parer à ces événements. Il s'agit notamment de :

- ✓ Prendre des mesures concertées entre décideurs au niveau mondial, en vue de contenir la poussée inflationniste observée à ce jour, dans le cadre de la politique monétaire ;
- ✓ Envisager un soutien budgétaire ciblé, en vue d'atténuer les effets de la crise sur les couches les plus vulnérables de la population mondiale ;
- ✓ Adopter une politique macroéconomique globalement désinflationniste, par une hausse des impôts ou une baisse des dépenses publiques ;
- ✓ Recourir de façon judicieuse aux instruments macro prudentiels, en vue d'assurer la stabilité financière et ainsi faire face au durcissement des conditions monétaires ;
- ✓ Privilégier les mesures visant à remédier aux conséquences particulières de la variation des prix de l'énergie et des produits alimentaires ;
- ✓ Augmenter les taux de vaccination à l'échelle mondiale, afin de protéger la population contre des futures variantes ;
- ✓ Prendre des mesures idoines, en vue d'atténuer les méfaits du changement climatique.

## 1.2. Evolution de l'inflation

L'inflation à l'échelle mondiale pourrait se situer en 2022 à 6,6% pour les pays avancés contre **9,5%** pour les pays en développement, contre respectivement **3,1%** et **5,9%** observé en 2021. La hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques, les contraintes pesant sur l'offre dans de nombreux secteurs et un probable rééquilibrage de la demande en faveur des services pourraient justifier la montée de l'inflation sur cette période.

Face à ce contexte à impact direct et négatif sur les projections économiques de 2022 et 2023, il serait recommandé de redéfinir les actions prioritaires et de réguler l'inflation à travers la politique monétaire. Au niveau des Banques Centrales, un resserrement progressif des conditions monétaires serait à considérer, particulièrement dans les économies où les anticipations inflationnistes s'écartent des taux cibles.

Près de 75 Banques Centrales étaient contraintes par la flambée inflationniste à la pratique de resserrement monétaire de plus en plus synchronisé. Toutefois, il serait utile de préserver la crédibilité de la politique monétaire face aux risques de dérapage devenus de plus en plus nombreux en précisant clairement la nature des mesures à prendre.

Au regard des mesures attendues, il est prévu en 2023 un niveau d'inflation de **3,3%** pour les Pays avancés et **7,3%** pour les Pays Emergents et en développement.

## 1.3. Evolution des cours de produits miniers, énergétiques et agricoles

Sur les marchés des matières premières, les cours moyens au premier semestre 2022 ont globalement enregistré une tendance haussière par rapport à la période correspondante de 2021.

Le prix moyen du baril du pétrole, au premier semestre 2022, a connu une augmentation de **60,8%**, **soit 104,06 USD le baril contre 65,06 USD le baril sur la même période de 2021**, dans un contexte où la demande reste forte alors que l'offre demeure contenue, avec les perturbations liées à la guerre, conjuguées à la décision des pays membres de l'OPEP et alliés de ne pas augmenter leur production.

**Concernant les principaux produits miniers exportés par la RDC,** la tonne du cuivre s'est située à **9.778,83 USD** en moyenne mensuelle au premier semestre 2022 contre 8.961,11 USD sur la période correspondante de 2021, soit une hausse de **9,1%**. La valeur de l'once d'or a enregistré un léger accroissement de **3,6%**, se fixant à **1.875,37 USD** au premier semestre 2022 par rapport à son niveau de 1.810,84 USD de la période correspondante de 2021. Le cours de la tonne du cobalt s'est situé, en moyenne mensuelle, à **81.232,80 USD** la tonne au premier semestre 2022 contre 46.475,82 USD sur la période correspondante de 2021, soit près de **75%** d'accroissement.

**Tableau 1 : Evolution des cours moyens de principaux produits miniers et énergétiques en 2022 (en dollar US)**

Années / Produit	Moyenne 1 <sup>er</sup> Semestre 2021	2022						Moyenne 1 <sup>er</sup> Semestre 2022
		Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	
<b>Cuivre (tonne)</b>	8.961,11	9773,71	9922,55	10219,87	10217,05	9416,59	9122,91	9778,83
<b>Cobalt (tonne)</b>	46.475,82	71008,09	75220,75	81125,83	84437,09	87724,26	87880,79	81232,80
<b>Or (once)</b>	1.810,84	1817,56	1861,48	1948,07	1937,75	1851,10	1836,27	1875,37
<b>Pétrole (baril /brent)</b>	65,06	85,54	94,41	113,53	105,81	111,64	116,66	104,60

Source : DGPPB, sur base des données de la BCC de juillet 2022

Pour 2023, le cours moyen du baril de pétrole augmenterait de **61,3%**, passant de près de **63,0 USD** le baril en 2022 à **101,6 USD** en 2023, sous l'effet d'une hausse attendue de la production par les Pays membres de l'OPEP.

S'agissant des produits miniers, les cours moyens du cuivre et du cobalt se situeraient respectivement à **10.239,02 USD** et **81.540,49 USD** la tonne en 2023, contre **10.183,87 USD** et **58.466,52 USD** la tonne en 2022.

**S'agissant des produits agricoles,** les prix du blé, du maïs et du riz se sont accrus au premier semestre 2022, respectivement de **49,07%**, **20,73 %** et **21,41%** par rapport à la période correspondante de 2021, se situant en moyenne mensuelle à **362,79 USD**, **264,90 USD** et **15,88 USD** la tonne.

Les principaux facteurs de l'accroissement des prix mondiaux des denrées alimentaires, en particulier les céréales telles que le blé, ont été causés par le conflit russo-ukrainien et les restrictions aux exportations imposées par certains pays. Les pays à faible revenu, où les produits alimentaires représentent une part importante de la consommation, sont ceux qui ressentent le plus l'effet de cette inflation.

**Tableau 2 : Evolution des cours moyens mensuels de principaux produits agricoles en USD**

Produits	Moyenne 1 <sup>er</sup> sem 2021	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Moyenne 1 <sup>er</sup> Sem. 2022
Riz Chicago Cts/lb	13,08	14,61	15,11	15,88	16,16	17,05	16,47	15,88
Blé Chicago USD/tonne	243,37	283,63	296,16	412,86	392,24	419,56	372,26	362,79
Maïs Chicago USD/tonne	219,41	223,87	239,10	269,99	286,27	287,63	282,55	264,90

Source : DGPPB, sur base des données de la BCC de juillet 2022

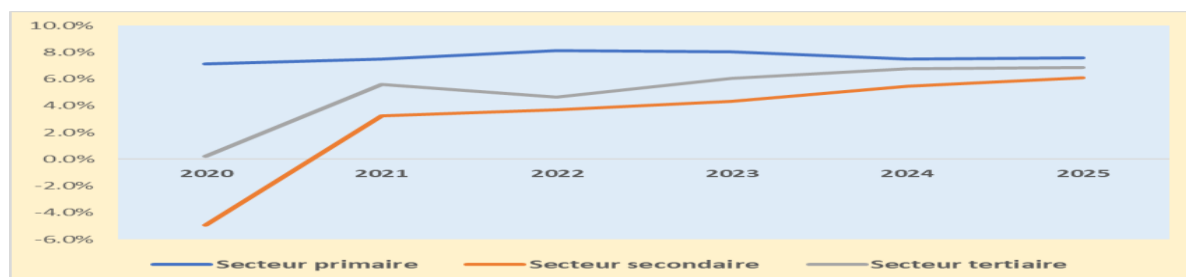
## II. SITUATION ECONOMIQUE NATIONALE EN 2022 ET PERSPECTIVES POUR 2023

### 2.1. Evolution récente et perspectives au niveau du secteur réel

#### 2.1.1. Evolution récente et perspectives du PIB

La croissance économique en RDC demeure soutenue à **6,1%** en 2022 et pourrait se situer à **6,7%, 6,9% et 7,1%** respectivement en 2023, 2024 et 2025. Cette croissance serait impulsée principalement par le secteur minier dont le volume de production connaîtrait une augmentation sur la période.

En analysant la croissance au niveau sectoriel, il ressort, comme le montre le graphique ci-dessous, que le secteur primaire, contrairement au secteur secondaire et tertiaire a connu une forte croissance entre 2020 et 2022 et devrait se maintenir de 2023 à 2025 impulsée par le dynamisme de la branche « industrie minière ».

**Graphique 2 : Croissances sectorielles du PIB de 2020 à 2025 (en %)**

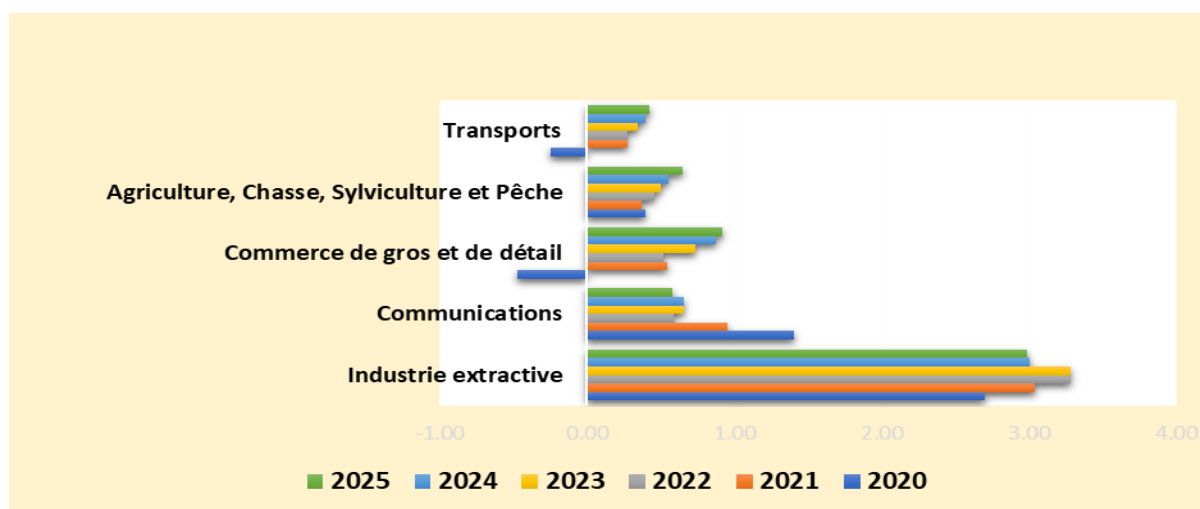
Source : DGPPB, sur base de données du CPC/M/Ministère du Plan

En termes de contribution à la croissance, les industries extractives restent la branche prépondérante dans la création des richesses au niveau Nationale. En effet, il a été observé entre 2020 et 2022, dans un contexte de la remontée des cours de matières premières, le relèvement de la contribution à la croissance des industries extractives qui a été estimé, en moyenne annuelle à 3,31 points de croissance venant de **2,23 points** observée les trois années précédentes. Sur la période prévisionnelle, la contribution de la branche minière devrait se situer autour de **2,10 points** de croissance.

La croissance serait aussi portée par les branches « communication et commerce de gros et de détail ». En termes de contribution à la croissance pour la communication, elle a atteint, en moyenne annuelle **0,98 point** entre 2020 et 2022 venant de **0,56 point** trois années avant. Pour ce qui est du commerce de gros et des détails, sa contribution s'est située autour de **0,19 point** entre 2020 et 2022 alors qu'avant, elle était de **0,52 point** à la période correspondante.

En termes de moyenne, les branches « Agriculture, Chasse, Sylviculture et Pêche » avec **0,40 points** et « transports » avec **0,10 points** ont dans une moindre mesure également contribué à la croissance entre 2020 et 2022.

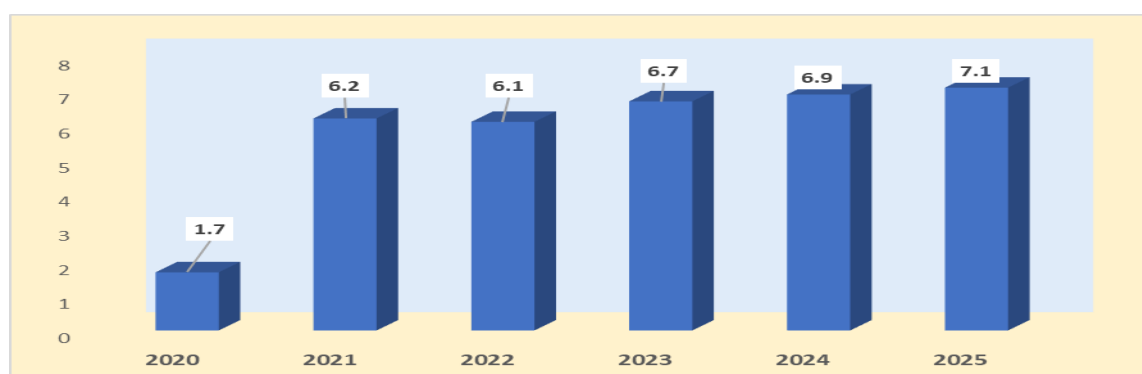
**Graphique 3 : Contributions des principales branches à la croissance de 2020 à 2025**  
(En point de croissance)



Source : DGPPB, sur base de données du CPC/M/Ministère du Plan

Cependant, l'économie congolaise reste exposée aux effets néfastes de la crise actuelle au niveau mondiale. Plusieurs risques subsistent en dépit du fait que le rythme de croissance de l'activité devrait demeurer supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Au nombre de ces risques, il importe de relever la baisse des cours de principaux produits miniers exportés par la RDC.

**Graphique 4 : Evolution du taux de croissance et perspective de 2020 à 2025**



Source : DGPPB sur base des données du CPC/M/Ministère du Plan

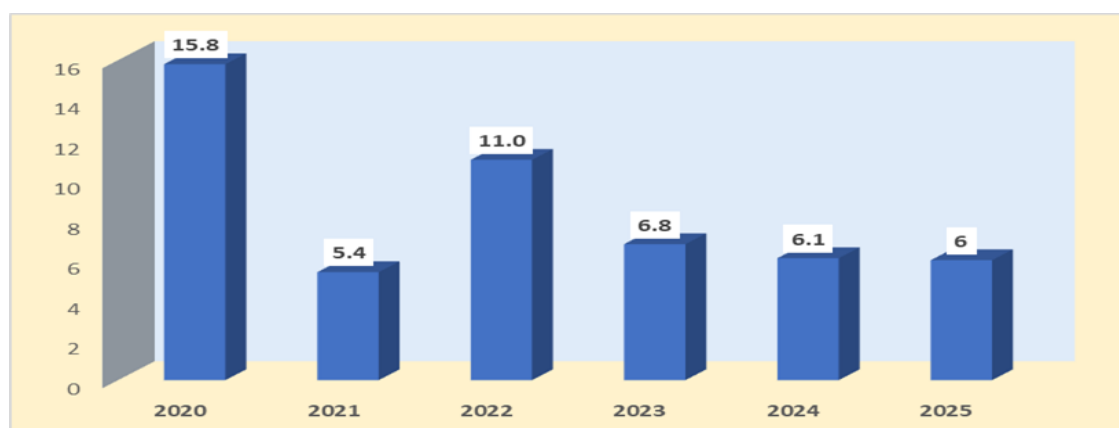
### ***2.1.2. Evolution récente et perspectives d'inflation***

En 2021, le marché des biens et services a connu une décélération du rythme de formation des prix intérieurs par rapport à 2020. En effet, la variation du niveau général des prix de biens et services (inflation) s'est située à **5,4%** en 2021 contre **15,8%** en 2020, suite principalement à une bonne coordination des politiques budgétaire et monétaire.

Cependant, à fin juin 2022, sur fond des effets néfastes dus à la guerre en Ukraine qui a favorisé notamment la hausse des prix à l'importation, il est observé une accélération du rythme de formation des prix intérieurs, situant ainsi le taux d'inflation en glissement annuel à **7,9%**. Toute chose restant égale par ailleurs, le taux d'inflation pourrait s'établir à **12,7%** à fin 2022, par rapport à une projection de **11,0%** retenue à l'issue de la deuxième revue du Programme du Gouvernement soutenu par la Facilité Elargie de crédit (FEC).

Dans sa détermination de rendre l'environnement économique favorable aux investissements, l'objectif du Gouvernement est de maintenir l'inflation à un niveau, au cours de trois prochaines années, qui ne devrait pas dépasser la moyenne **7,0%** l'an, en l'absence des chocs endogènes et exogènes. Dans cette perspective, il est attendu une projection du taux d'inflation à **6,8%** en 2023, **6,1%** en 2024 et **6,0%** en 2025.

**Graphique 5 : Evolution du taux d'inflation en glissement annuel et perspective de 2020 à 2025**



Source : DGPPB sur base des données du CPC/M/Ministère du Plan

### ***2.1.3. Evolution du taux de change, des réserves internationales et perspectives***

De fortes fluctuations du taux de change peuvent être à la base des perturbations des prix intérieurs et des allocations des ressources à cause du caractère extraverti de l'économie nationale. L'objectif du Gouvernement est d'assurer la stabilité de la monnaie nationale face aux devises étrangères en limitant sa volatilité dans le contexte d'un régime de change flottant, conforter le processus de dédollarisation de l'économie nationale, préserver le pouvoir d'achat de la population et stimuler l'épargne.

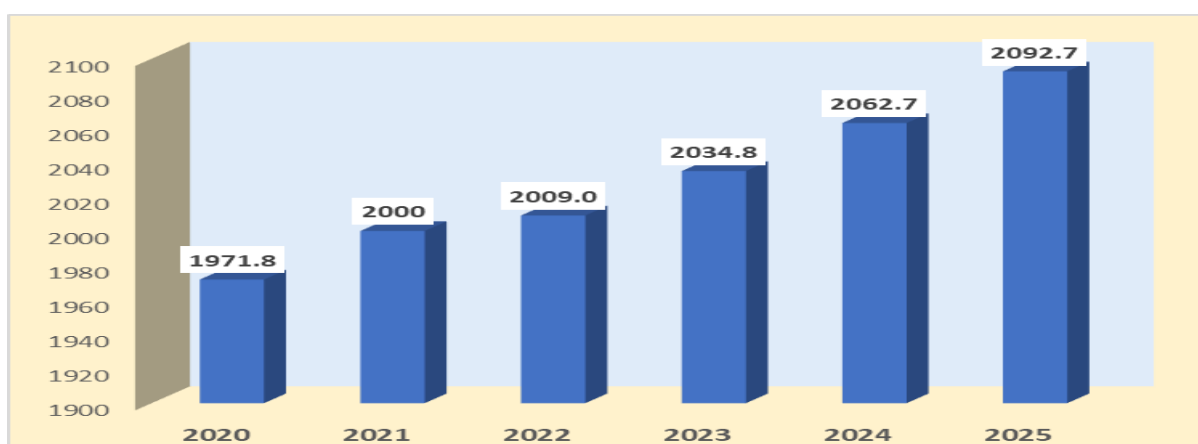
En 2021, le marché des changes a connu une décélération du rythme de dépréciation du franc congolais face au dollar américain par rapport à 2020. Le taux de dépréciation s'est situé à **1,4%** en 2021 contre **15,2%** en 2020, suite principalement à une bonne coordination des politiques budgétaire et monétaire.

La tendance s'est poursuivie au premier semestre 2022, en dépit des effets négatifs du conflit russo-ukrainien survenu à la même période. Le marché des changes est resté relativement stable sur fond de la poursuite de la bonne coordination des politiques macroéconomiques.

A fin juin 2022, le franc congolais a connu une légère dépréciation de **0,8%** au marché officiel et **0,5% au marché parallèle**, soit pour un dollar américain, **2.004,74 FC** à l'indicatif et **2.035,17 FC** au parallèle contre **1.988,55 FC** et **2.024,83 FC** à fin juin 2021.

En termes de perspectives, le taux de change se situerait à **2.009,0 FC** à fin 2022 et **2.034,8 FC** à fin 2023 pour un dollar américain, attestant une dépréciation de **1,3%** entre les deux périodes. Il s'établirait à **2.062,7 FC** en 2024 et **2.092,7 FC** en 2025.

**Graphique 6 : Evolution et perspectives du taux de change à l'indicatif de 2020 à 2025**



Source : DGPPB, sur base de données du CPC/Ministère du Plan

Quant aux réserves internationales, elles ont affiché une hausse sensible de **389,3%** par rapport à 2020 pour se situer à **3.468,3 millions de USD** (soit **3,29 mois d'importations**). Cette amélioration observée en 2021 est due principalement à l'obtention des allocations DTS au mois septembre, à l'appui à la balance des paiements en faveur de la RDC pour la première tranche

dans le cadre du programme triennal avec le FMI au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et au rachat auprès du Trésor des recettes relatives à la redevance minière par la Banque Centrale du Congo (BCC).

La même tendance s'est poursuivie à fin juin 2022 avec un niveau des réserves de change de **3.986,26 millions de USD** (soit **2,39 mois d'importations**) contre **1.211,84 millions de USD** enregistrés à fin juin 2021, soit une accumulation sensible de **228,9%**.

A moyen terme, il est attendu un niveau des réserves internationales de **2,90 ; 3,68 ; 4,45 et 5,23 mois d'importations** respectivement à fin 2022, 2023, 2024 et 2025.

**Graphique 7 : Evolution et perspectives des Réserves de change de 2020 à 2025 (en mois d'importation)**



Source : DGPPB, sur base des données du CPC/M/Ministère du Plan

## 2.2. Evolution des indicateurs du secteur monétaire

Le secteur monétaire en 2021 s'est caractérisé par une tendance haussière de la base monétaire et de la masse monétaire, un dynamisme de l'activité bancaire traduit par un accroissement des dépôts de la clientèle de banques et des crédits à l'économie, ainsi que par un relâchement des conditions monétaires, dans un contexte de ralentissement des tensions inflationnistes.

En ce qui concerne la masse monétaire, à fin 2021, elle s'est accrue de **35,1%**, se situant à **24.675,57 milliards de FC** contre **18.261,11 milliards de FC** à fin 2020. Cette situation est due essentiellement à l'accroissement des actifs extérieurs nets (**76,4%**) justifié principalement par l'obtention des allocations DTS et l'appui à la balance des paiements en faveur de la RDC pour la première tranche dans le cadre du programme économique du Gouvernement appuyé par le FMI au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC).

S'agissant du crédit net à l'Etat, il a baissé de **40,1%** pour s'établir à **88,14 milliards de FC** à fin 2021, sous l'effet du financement monétaire nul dans le cadre du pacte de stabilité signé entre le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo.

La base monétaire, quant à elle, a connu une hausse de **47,4%**, s'affichant à **5.389,15 milliards de FC** à fin 2021 contre **3.655,34 milliards de FC** à fin 2020. Cette situation est justifiée principalement par la hausse des avoirs en DTS (**1.857,7%**) sur fond du programme FEC et en devises (**191,7%**).

Depuis le début de l'année 2022, la Banque Centrale du Congo poursuit une politique monétaire prudente en maintenant son dispositif d'intervention inchangé. A fin juin 2022, la masse monétaire s'est accrue de **18,5%** pour se situer à **24.761,73 milliards de FC**, suite essentiellement à l'accroissement des actifs extérieurs nets (**38,7%**). Les créances nettes de l'Etat se sont contractées de **137,9%**. La monnaie banque centrale a augmenté de **45,8%** pour s'établir à **6.494,54 milliards de FC**.

### **III. SYNTHÈSE DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES A FIN JUIN 2022**

Au cours du premier semestre de l'exercice 2022, les recettes ont été mobilisées à hauteur de **12.370,5 milliards de FC**, contre les dépenses exécutées de l'ordre de **9.629,5 milliards de FC**, soit un solde positif de **2.741,0 milliards de FC**.

#### **3.1. Réalisation des recettes**

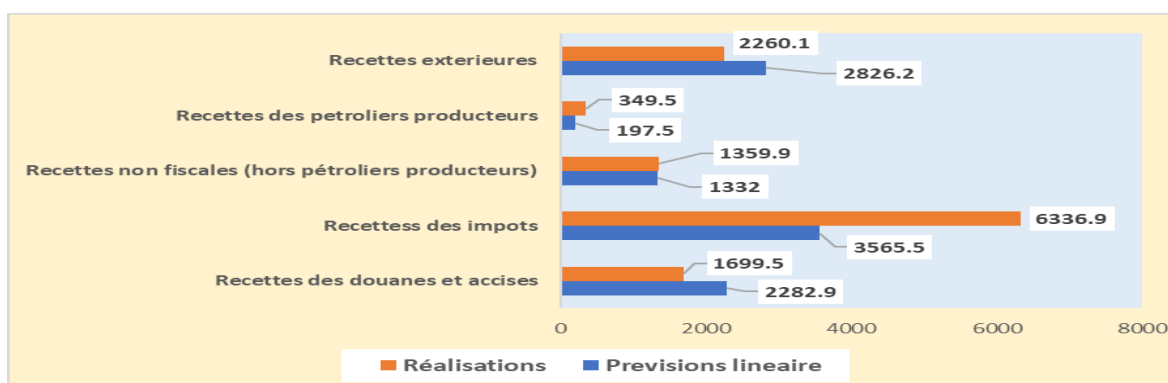
Les recettes publiques mobilisées à hauteur de **12.370,5 milliards de FC** renseignent un taux de réalisation de **111,2%** par rapport aux assignations du premier semestre 2022 de **11.126,5 milliards de FC**. Elles sont ventilées comme suit :

- ❖ **Budget général : 12.006,1 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **117,7%** par rapport à la prévision linéaire de **10.204,2 milliards de FC** ;
- ❖ **Budgets annexes : 161,8 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **79,0%**, par rapport à la prévision linéaire de **204,9 milliards de FC** ;
- ❖ **Comptes spéciaux : 202,5 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **28,2%**, par rapport à une prévision linéaire de **717,4 milliards de FC**.

Les recettes du Budget général réalisées à fin juin 2022 sont ventilées de la manière suivante :

- o **Recettes internes : 9.745,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **132,1%** par rapport aux prévisions de **7.377,9 milliards de FC**. Elles comprennent essentiellement les recettes courantes réparties de la manière suivante :
  - Recettes des douanes et accises : **1.699,5 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **74,4%** contre les prévisions linéaires de **2.282,9 milliards de FC** ;
  - Recettes des impôts : **6.336,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **177,7%** par rapport à la prévision linéaire de **3.565,5 milliards de FC** ;
  - Recettes non fiscales (hors pétroliers producteurs) : **1.359,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **102,1%** contre une prévision linéaire de **1.332,0 milliards de FC** ;
  - Recettes des pétroliers producteurs : **349,5 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **177,0%** contre une prévision linéaire de **197,5 milliards de FC** ;
- o **Recettes extérieures : 2.260,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.826,2 milliards de FC**, soit **80,0%** de taux de réalisation.

Graphique n°8 : Réalisation des recettes à fin juin 2022 par nature



Sources : DGPPB, sur base des données des Administrations Financières / Ministère de Finances

L'atteinte ou non des assignations susmentionnées est justifiée par ce qui suit :

- **Pour la DGDA :**

- la mise en œuvre partielle de la réforme portant sur la traçabilité des produits soumis aux droits d'accises ;
- la prédominance des importations effectuées aux taux de perception à rendement fiscal nul ou faible ;
- la prise en charge par l'Etat d'une partie de la fiscalité pétrolière ;
- les effets de la guerre Russo-Ukrainienne ;
- la résurgence de la rébellion du groupe armé M23 ;
- la réduction sensible des rotations des vols des gros cargos consécutive aux effets de la pénurie mondiale de kérosène ;
- la suspension du transport des colis dits Miscellaneous Charge Order (MCO) par la Compagnie d'aviation Turkish Airlines, colis qui constituent la source principale des recettes de la province douanière de Kin-Aéro.

- **Pour la DGI :**

- la hausse des cours des matières premières enregistrée en 2021 entraînant d'importants excédents bruts d'exploitation des entreprises minières ainsi que la hausse du prix du baril du pétrole brut.

- **Pour la DGRAD :**

- La performance enregistrée dans les secteurs de Mines, de l'Environnement, des PTN-TIC ainsi que des hydrocarbures ;
- la poursuite de la signature des certains arrêtés interministériels fixant les taux des actes générateurs.

### **3.2. Exécution des dépenses**

Les dépenses exécutées au premier semestre 2022 se chiffrent à **9.629,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **11.126,5 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **86,5%**.

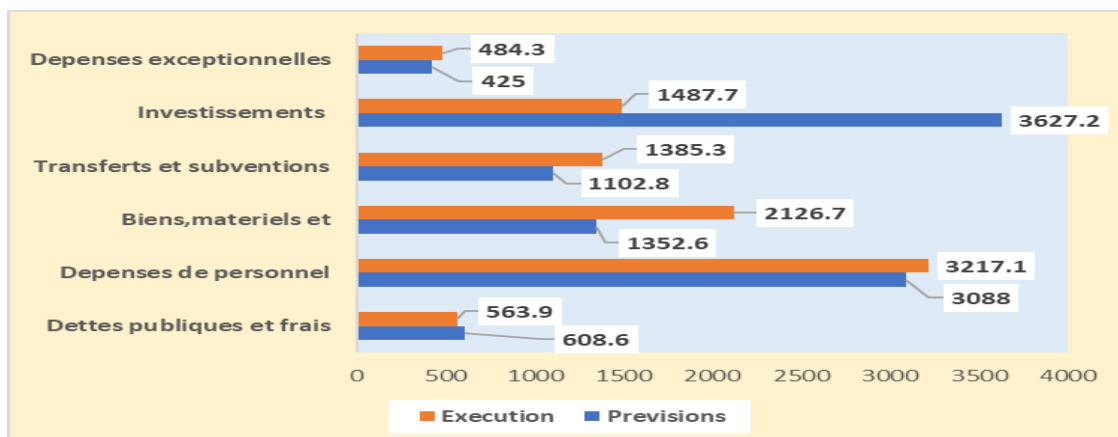
Les dépenses du Budget général s'élèvent à **9.265,1 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **10.204,2 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **90,8%**.

Quant aux dépenses des Budgets annexes, elles ont été exécutées à hauteur de **161,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **204,9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **79,0%**, tandis que celles se rapportant aux Comptes spéciaux ont été exécutées à hauteur de **202,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **717,4 milliards de FC** dégageant un taux d'exécution de **28,2%**.

S'agissant du Budget général, son niveau d'exécution par rubrique budgétaire se présente comme suit :

- Dette publique et frais financiers, d'un montant de **563,9 milliards de FC** sur une prévision linéaire de **608,6 milliards de FC**, ce qui dégage un taux d'exécution de **92,7%** ;
- Dépenses de personnel (rémunération), d'un import de **3.217,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **3.088,0 milliards de FC**, soit **104,2%** de taux d'exécution ;
- Biens, matériels et prestations (fonctionnement), d'un import de **2.126,7 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **1.352,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **157,2%** ;
- Transferts et subventions, d'un montant de **1.385,3 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **1.102,8 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **125,6%** ;
- Investissements, d'un import de **1.487,7 milliards de FC**, soit **41,0%** par rapport à la prévision linéaire de **3.627,2 milliards de FC** ;
- Crédits provisionnels (dépenses exceptionnelles), d'un montant de **484,3 milliards de FC** contre **425,0 milliards de FC** de prévision linéaire, soit un taux d'exécution de **113,9%**.

Graphique n°9 : Exécution des dépenses par rubriques budgétaires à fin juin 2022



Source : DGPPB, sur base des données du PTR à fin juin 2022.

### 3.3. Perspectives à fin décembre 2022

Les perspectives à fin décembre 2022 présentent un niveau de réalisation des recettes à hauteur de **22.471,3 milliards de FC** équivalant à **11,2 milliards de USD** et des dépenses de l'ordre de **21.953,2 milliards de FC**, soit un solde excédentaire de **518,0 milliards de FC**.

#### 3.3.1. Recettes probables à fin décembre 2022

Les recettes probables à fin décembre 2022 se chiffrent à **22.471,3 milliards de FC**. Elles sont constituées des recettes du Budget général, des Budgets annexes et des Comptes spéciaux respectivement de l'ordre de **21.163,8 milliards de FC**, **338,7 milliards de FC** et **968,8 milliards de FC**.

Les recettes du Budget général attendues à fin décembre 2022 sont ventilées de la manière suivante :

- o **Recettes internes : 18.069,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **122,5%** par rapport aux prévisions de **14.755,9 milliards de FC**. Elles comprennent essentiellement les recettes courantes réparties de la manière suivante :
  - **Recettes des douanes et accises : 3.576,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **78,3%** par rapport aux prévisions budgétaires de **4.565,9 milliards de FC** ;

- **Recettes des impôts : 11.044,2 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **154,9%** par rapport aux prévisions budgétaires de **7.130,9 milliards de FC** ;
- **Recettes non fiscales : 2.866,2 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **107,6%** par rapport aux prévisions budgétaires de **2.664,1 milliards de FC** ;
- **Recettes des Pétroliers producteurs : 583,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **147,7%** par rapport à leur niveau initial de **394,9 milliards de FC** ;
- o **Recettes extérieures : 3.093,9 milliards de FC**, contre **5.652,4 milliards de FC** initialement attendues, soit un taux de réalisation de **54,7%**.

Les recettes des Budgets annexes prévues sont évaluées à **338,7 milliards de FC**, soit une régression de **17,4%** par rapport à **409,9 milliards de FC** initialement attendues.

Les recettes des Comptes spéciaux sont attendues pour un montant de **968,8 milliards de FC**, soit une régression de **32,5%** par rapport aux prévisions initiales de **1.434,7 milliards de FC**.

L'atteinte des assignations susmentionnées serait tributaire de la mise en œuvre des mesures fiscales et administratives arrêtées dans la Loi de finances 2022.

### ***3.3.2. Dépenses probables à fin décembre 2022***

A fin décembre 2022, les dépenses globales à exécuter pourraient atteindre **21.953,2 milliards de FC**, à raison de **20.645,8 milliards de FC** pour le Budget général, **338,7 milliards de FC** pour les Budgets annexes et **968,8 milliards de FC** pour les Comptes spéciaux.

La projection des dépenses à fin décembre 2022 se décline par grande rubrique de la manière ci-après :

- o **Dette publique et frais financiers : 1.127,9 milliards de FC**, représentant **5,5%** des dépenses du Budget général ;

- **Rémunération** : **6.434,2 milliards de FC**, représentant **31,2%** des dépenses du Budget général ;
- **Biens, matériels et prestations** : **3.784,3 milliards de FC**, représentant **18,3%** des dépenses du Budget général ;
- **Transferts et subventions** : **2.911,9 milliards de FC**, représentant **14,1%** des dépenses du Budget général ;
- **Dépenses d'investissements** : **5.418,9 milliards de FC**, représentant **26,2%** des dépenses du Budget général. Elles se déclinent comme suit :
  - Investissements sur ressources propres : **3.231,2 milliards de FC**, représentant **15,7%** des dépenses du Budget général et devant couvrir :
    - ✓ les projets du Gouvernement Central chiffrés à **2.226,7 milliards de FC**, soit **10,8%** des dépenses du Budget général ;
    - ✓ la contrepartie des projets d'un montant de **13,4 milliards de FC**, représentant **0,1%** du Budget général ;
    - ✓ les projets des Provinces d'un import de **991,0 milliards de FC**, soit **4,8%** des dépenses du Budget général.
  - Investissements sur ressources extérieures : **2.187,7 milliards de FC**, représentant **10,6%** des dépenses du Budget général.
- **Crédits provisionnels (dépenses exceptionnelles)** : **968,5 milliards de FC**, représentant **4,7%** des dépenses du Budget général. Cette enveloppe couvrirait :
  - ✓ la provision pour les élections de **478,3 milliards de FC** ;
  - ✓ la réserve budgétaire de **473,8 milliards de FC** ;
  - ✓ la réserve pour calamités et sinistres d'un import de **16,4 milliards de FC**.

## **IV. PRESENTATION DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2023**

### **4.1. Contexte d'élaboration**

Le projet de loi de finances pour l'exercice 2023 s'élabore dans un contexte caractérisé par :

#### **Sur le plan politique et sécuritaire :**

- l'amorce du processus électoral pour les élections générales prévues en 2023 ;
- la prorogation de l'Etat de siège dans la partie Est du pays (Nord-Kivu et Ituri) et la situation sécuritaire tendue suite à la rébellion du M23 soutenue par le Rwanda et ses alliés ainsi que par le conflit communautaire dans le territoire de Kwamouth.

#### **Sur le plan sanitaire et humanitaire :**

- la poursuite de la maîtrise de la pandémie de Covid-19 dans sa quatrième vague, l'annonce d'un nouveau cas d'Ebola dans le Nord Kivu, ainsi que la situation humanitaire préoccupante dans l'Est du pays à la suite de la guerre.

#### **Sur le plan économique, financier et social :**

- l'adhésion de la RDC à la Communauté des Pays de l'Afrique de l'Est ;
- la poursuite de la mise en œuvre du Programme de Développement Local à la base de 145 territoires ;
- le ralentissement de l'activité économique mondiale entraîné par la guerre russo-ukrainienne dont les effets néfastes sont à la base de hausse des prix des produits de première nécessité, impliquant la mise en œuvre de renforcement des mesures de stabilisation conjoncturelles et structurelles ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire ainsi que l'entame de la gratuité des accouchements et la prise en charge des consultations prénatales, post-natales et néo-natales par le Gouvernement dans le cadre de la Couverture Santé Universelle ;

- la poursuite de la mise en œuvre de la feuille de route pour le basculement au budget-programme à l'horizon 2024, conformément à la loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques telle que modifiée par la loi n°18/010 du 9 juillet 2018 ;
- la poursuite du programme économique du Gouvernement appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du FMI.

## 4.2. Cadre macroéconomique

Le projet de loi de finances pour l'exercice 2023 se fonde sur les indicateurs et agrégats macroéconomiques repris dans le tableau 3 suivant :

**Tableau 3 : Principaux indicateurs macroéconomiques 2020-2025**

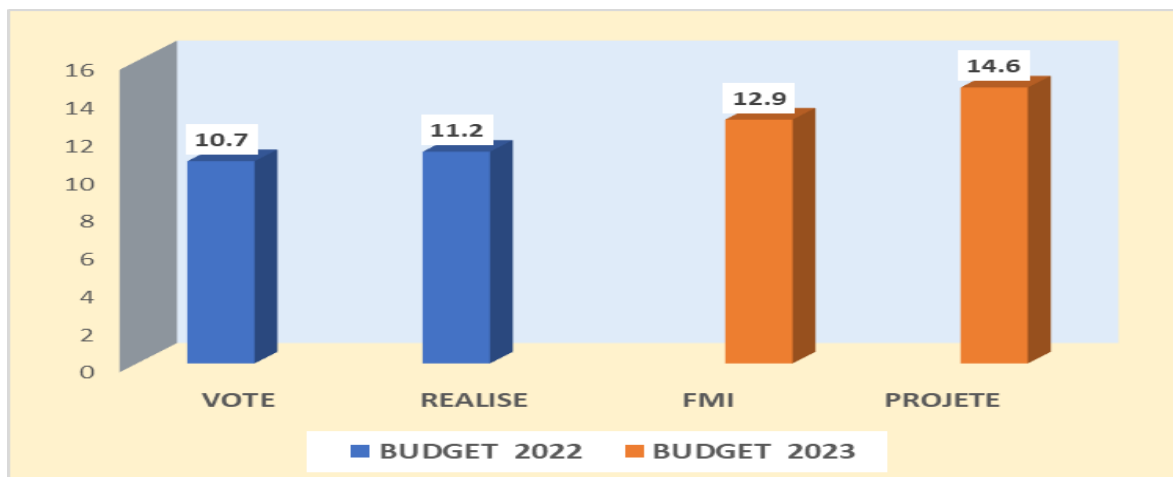
PRINCIPAUX INDICATEURS	HISTORIQUE		2022		PROJECTIONS		
	2020	2021	Initial	Actualisé	2023	2024	2025
Taux de croissance	1,7%	6,2%	5,6%	6,1%	6,7%	6,9%	7,1%
Déflateur PIB	7,0	8,1	7,4	8,9	9,8	10,3	10,0
Taux d'inflation moyen	10,2%	10,6%	6,2%	8,2%	8,9%	6,5%	6,1%
Taux d'inflation fin période	15,76%	5,4%	6,3%	11,02%	6,83%	6,15%	6,02%
Taux change moyen (FC/USD)	1.851,5	1.985,9	2.085,8	2.004,52	2.021,94	2.048,78	2.077,72
Taux change fin période (FC/USD)	1.971,8	2.000,0	2.130,1	2.009,04	2.034,85	2.062,72	2.092,73
PIB nominal (en milliards de FC)	90.181,05	110.179,75	119.540,82	129.479,16	151.553,43	169.795,95	177.534,77

Source : Note de cadrage de mai 2022, CPCM / Ministère du Plan.

## 4.3. Principaux agrégats budgétaires de l'exercice 2023

Le projet de loi de finances pour l'exercice 2023 contient un budget présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à hauteur de **29.520,9 milliards de FC** équivalant à **14,6 milliards de USD**, soit un taux d'accroissement de **32,7%** par rapport au budget de l'exercice 2022 chiffré à **22.253,0 milliards de FC**.

Graphique 10 : Evolution comparative du Budget (en milliards de dollars américains)



Source : DGPPB / Ministère du Budget

Comme illustré sur le graphique 8, depuis l'exercice 2022, la performance observée dans la mobilisation des recettes internes renseigne une tendance haussière des prévisions budgétaires. Le budget voté en 2022 en dollar américain a connu un accroissement de **50,3%** par rapport à l'exercice 2021, atteignant ainsi un niveau de **10,7 milliards de USD**. Cette tendance haussière se poursuit en 2022 avec des réalisations projetées à fin décembre de **11,2 milliards de USD**.

Pour l'exercice 2023, le projet du Budget s'élève à **14,6 milliards de USD**, soit un accroissement de **32,6%** par rapport au budget voté de 2022. Cette projection est en dépassement du niveau arrêté dans le cadre du Programme Economique du Gouvernement appuyé par le FMI qui s'élève à **12,9 milliards de USD**.

#### 4.4. Configuration des recettes

Les recettes de l'exercice 2023 sont présentées comme suit :

- **Budget général** : **27.986,8 milliards de FC**, équivalant à **13,8 milliards de USD**, soit un taux d'accroissement de **37,1%** par rapport à leur niveau de 2022 chiffré à **20.408,3 milliards de FC** ;
- **Budgets annexes** : **359,5 milliards de FC**, équivalant à **0,2 milliard de USD**, soit un taux de régression de **12,3%** par rapport à leur niveau de 2022 chiffré à **409,9 milliards de FC**. Suivant les statistiques fournies par les structures de l'enseignement supérieur et universitaire et celles de la santé en 2021, les crédits y relatifs devraient enregistrer une contreperformance en 2023 ;

- **Comptes spéciaux : 1.174,6 milliards de FC**, équivalant à **0,6 milliard de USD**, soit un taux de régression de **18,1%** par rapport à leur niveau du budget 2022 chiffré à **1.434,7 milliards de FC**.

#### ***4.4.1. Recettes du Budget général***

Les recettes du Budget général 2023 comprennent les recettes internes de **21.686,8 milliards de FC**, équivalant à **10,7 milliards de USD** et les recettes extérieures de **6.300,0 milliards de FC**, soit **3,1 milliards de USD**.

##### **4.4.1.1. Recettes internes**

Les recettes internes sont constituées des recettes courantes qui se situent à **21.386,8 milliards de FC** et des recettes exceptionnelles chiffrées à **300,0 milliards de FC**.

##### ***a) Recettes courantes***

Les recettes courantes sont ventilées comme suit :

- **Recettes de douanes et accises : 4.769,0 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **4,4%** par rapport à son niveau de l'exercice 2022 chiffré à **4.565,9 milliards de FC**. Ce faible accroissement est justifié par le nombre important des exonérations évaluées à **1.161,3 milliards de FC**, soit **68,3%** des recettes de douanes et accises mobilisées à fin juin 2022. Ces recettes comprennent les grandes natures ci-après :
  - Impôts généraux sur les biens et services (TVA à l'importation) : **1.664,1 milliards de FC**, soit **34,9%** des recettes de douanes et accises ;
  - Droits d'accises : **1.387,1 milliards de FC**, soit **29,1%** des recettes de douanes et accises ;
  - Droits de douanes et autres droits à l'importation : **1.496,1 milliards de FC**, soit **31,4%** des recettes de douanes et accises ;
  - Taxes à l'exportation : **45,6 milliards de FC**, soit **0,9%** des recettes de douanes et accises ;
  - Amendes et pénalités : **176,1 milliards de FC**, soit **3,7%** des recettes de douanes et accises.

- **Recettes des impôts : 12.833,9 milliards de FC**, soit un accroissement de **80,0%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2022 de **7.130,9 milliards de FC**, justifié par la contribution significative du secteur minier. Ces recettes sont constituées de :
  - Impôts sur les rémunérations : **1.939,1 milliards de FC**, soit **15,1%** des recettes des impôts ;
  - Impôts sur les bénéfices et profits, et sur les revenus des capitaux mobiliers : **8.237,9 milliards de FC**, soit **64,2%** des recettes des impôts ;
  - Taxe sur la valeur ajoutée : **2.568,9 milliards de FC**, soit **20,0%** des recettes des impôts ;
  - Autres recettes : **88,0 milliards de FC**, soit **0,7%** des recettes des impôts.
  
- **Recettes non fiscales : 3.168,4 milliards de FC**, soit un accroissement de **18,9%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2022 de **2.664,1 milliards de FC**, tiré par les recettes provenant des secteurs des Mines, Environnement et Affaires foncières. Par grande nature, ces recettes sont ventilées de la manière suivante :
  - Recettes administratives : **1.000,8 milliards de FC**, soit **31,6%** des recettes non fiscales ;
  - Recettes judiciaires : **145,4 milliards de FC**, soit **4,6%** des recettes non fiscales ;
  - Recettes domaniales : **1.932,6 milliards de FC**, soit **60,9%** des recettes non fiscales ;
  - Recettes de participations : **89,6 milliards de FC**, soit **2,8%** des recettes non fiscales.
  
- **Recettes des pétroliers producteurs : 615,4 milliards de FC**, soit un accroissement de **55,8%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2022 de **394,9 milliards de FC**. Ces recettes sont projetées sur base des déclarations des opérateurs et prennent en compte une production journalière de **20.989** barils pour les deux groupes (on-shore et off-shore), un prix moyen du baril de **101,6 USD** après décote, des frais du terminal de **2,5 USD** le baril.

- **Mesures envisagées pour la mobilisation des recettes**

En vue de booster le niveau des recettes fiscales et non fiscales, le Gouvernement entend poursuivre rigoureusement les actions entreprises pour améliorer le recouvrement des recettes internes.

A cet effet, la politique fiscale préconisée est essentiellement orientée vers la modernisation des Administrations financières, la lutte contre la corruption, le coulage des recettes, l'évasion et la fraude fiscales ainsi que la promotion de la culture et de la justice fiscale, et la création d'un environnement fiscal attractif aux investisseurs privés.

Elle est aussi reflétée dans les mesures fiscales et administratives décrites, ci-dessous, sous-tendant le niveau des recettes attendues en 2023.

**Pour la DGI :**

- poursuite du processus de la mise en place du logiciel de gestion intégrée de l'impôt ;
- poursuite de la migration, avec l'appui financier du Gouvernement, vers la biométrisation des données des contribuables (personnes physiques et morales) ;
- poursuite des actions, avec l'appui du Gouvernement, sur la retenue et le reversement de l'IPR à charge des engagés locaux des missions diplomatiques et consulaires ainsi que ceux des organismes internationaux ;
- renforcement de l'encadrement des missions de contrôle fiscal sur place ;
- retenue à la source, par le Trésor Public, de la TVA facturée à l'Etat par ses fournisseurs de biens et ses prestataires de services ;
- limitation de l'octroi de l'échelonnement de paiements des droits dus au Trésor Public aux seuls impôts dont le contribuable est le redevable réel.

**Pour la DGDA**

- poursuite de la mise en œuvre effective du Système de Traçabilité des Produits Soumis aux Droits d'Accises (STDA) ;

- renforcement du contrôle de destination des marchandises importées en exonération ;
- retrait des agréments et autorisations aux boutiques <<Duty free>> qui œuvrent en dehors des aéroports ;
- mise en œuvre effective de l'Inspection de traçabilité du STDA ;
- renforcement et optimisation du dispositif de contrôle de la valeur déclarée de certaines marchandises jugées sensibles dans le cadre de la gestion des risques sur la valeur ;
- implémentation de la solution d'évaluation des véhicules de Car Value-Africa en interaction avec Sydonia World ;
- généralisation de l'utilisation du logiciel de Gestion Electronique du Contentieux (GELEC) dans tous les bureaux de douane informatisés ;
- transmission au Ministre des Finances des dossiers des Accords d'Assistance Mutuelle Administrative (AAMA) déjà signés pour ratification au niveau du Parlement ou approbation au niveau du Gouvernement ;
- poursuite et finalisation des démarches pour la signature des AAMA avec les autres administrations douanières et de principaux exportateurs des marchandises vers la RDC (Chine, Maroc, Turquie, Emirats Arabes Unis et Soudan du Sud) ;
- poursuite de la formation sur l'utilisation du logiciel Sydonia World, en vue de l'informatisation des bureaux encore manuels ;
- renforcement du dispositif de lutte contre la fraude et la contrebande ;
- sollicitation de l'accompagnement du Gouvernement dans le recouvrement des dossiers contentieux.

### **Pour la DGRAD**

- déploiement de la LOGIRAD pour la digitalisation de la procédure de la collecte des recettes non fiscales ;
- renforcement des missions de contrôle avec la DGRAD et de sensibilisation auprès des assujettis.

## ***b) Recettes exceptionnelles***

Les recettes exceptionnelles sont chiffrées à **300,0 milliards de FC**, se rapportant aux obligations du Trésor indexées que le Gouvernement projette d'émettre en 2023.

### **4.4.1.2. Recettes extérieures**

Les recettes extérieures s'élèvent à **6.300,0 milliards de FC** et enregistrent un taux d'accroissement de **11,5%** par rapport à leur niveau de **5.652,4 milliards de FC** en 2022. Ces recettes se rapportent :

- aux appuis budgétaires de l'ordre de **1.846,1 milliards de FC** qui enregistrent un taux de régression de **35,9%** par rapport à leur niveau de **2.878,1 milliards de FC** en 2022. Ces recettes contiennent l'emprunt programme de **1.104,8 milliards de FC**, les dons budgétaires de **330,8 milliards de FC** et l'allocation DTS du FMI de **410,5 milliards de FC** ;
- au financement des investissements de **4.453,9 milliards de FC**, dégageant un taux d'accroissement de **60,5%** par rapport à leur niveau de **2.774,3 milliards de FC** en 2022. Ces recettes comprennent les dons projets de **1.032,4 milliards de FC** et les emprunts projets de **3.421,5 milliards de FC**.

### **4.4.2. Recettes des Budgets annexes**

Les recettes des Budgets annexes sont évaluées à **359,5 milliards de FC** qui équivalent à **0,2 milliard de USD** et enregistrent une régression de **12,3%** par rapport à leur niveau de **409,9 milliards de FC** en 2022. Ce montant est lié aux actes générateurs des recettes des établissements d'Enseignement Supérieur et Universitaire Publics, ainsi que des Hôpitaux Généraux de Référence répertoriés à ce jour. Le Gouvernement entend améliorer le captage des recettes de ce secteur à l'issue de la rationalisation des organismes auxiliaires en cours.

### **4.4.3. Recettes des Comptes spéciaux**

Les recettes des Comptes spéciaux sont évaluées à **1.174,6 milliards de FC**, correspondant à **0,6 milliard de USD** et enregistrant une régression de **18,1%**

par rapport à leur niveau de **1.434,7 milliards de FC** en 2022. Elles se rapportent aux Comptes d'affectation spéciale ci-après :

**Tableau 4 : Recettes des Comptes d'affectation spéciale en milliard de FC**

RUBRIQUES	BUDGET 2022		BUDGET 2023
	VOTE	REALISATION FIN JUIN	PROJET
<b>Fonds National d'Entretien Routier (FONER)</b>	<b>256,0</b>	<b>191,5</b>	<b>198,7</b>
Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI)	744,7	208,0	462,1
<b>Régie des Voies Aériennes (RVA) / (Go-Pass)</b>	<b>40,0</b>	<b>24,9</b>	<b>50,5</b>
Fonds de Promotion de l'Education (FPEN)	9,2	2,1	26,0
<b>Fonds de Promotion Culturelle (FPC)</b>	<b>15,9</b>	<b>5,6</b>	<b>10,1</b>
Fonds de Contrepartie	0,0	8,2	18,2
<b>Fonds Forestier National (FFN)</b>	<b>13,4</b>	<b>7,6</b>	<b>17,5</b>
Cadastre Minier (CAMI)	30,2	14,1	30,3
<b>Fonds de Promotion du Tourisme (FPT)</b>	<b>19,3</b>		<b>57,0</b>
Fonds Minier des Générations Futures (FOMIN)	306,1	1,0	304,1
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 434,7</b>	<b>463,0</b>	<b>1 174,5</b>

Source : DGPPB / Ministère du Budget

## 4.5. Configuration des dépenses

Les dépenses de l'exercice 2023 sont chiffrées à **29.520,9 milliards de FC**, en équilibre avec les recettes correspondantes pour le Budget général, les Budgets annexes et les Comptes spéciaux situées respectivement à **27.986,8 milliards de FC**, **359,5 milliards de FC** et **1.174,5 milliards de FC**.

### 4.5.1. Dépenses du Budget général

Les dépenses du Budget général sont ventilées comme suit :

- **Dette publique et frais financiers : 1.637,5 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **34,5%** par rapport à son niveau de l'exercice 2022 de **1.217,2 milliards de FC**, représentant **5,9%** des dépenses du Budget général. Ces crédits se rapportent :
  - au remboursement du principal de la dette publique de **1.006,9 milliards de FC** comprenant **293,4 milliards de FC** pour la dette intérieure et **713,4 milliards de FC** pour la dette extérieure en faveur du Club de Paris, de Kinshasa et des créanciers multilatéraux ;
  - aux frais financiers de **630,6 milliards de FC** comprenant **372,1 milliards de FC** des frais intérieurs (dont **116,0 milliards de FC** de la créance titrisée de la BCC) et **258,6 milliards de FC** des frais extérieurs.

- **Rémunération : 7.602,8 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **23,1%** par rapport à la Loi de finances pour l'exercice 2022, **5,0%** du PIB et **35,5%** des recettes courantes.

Outre l'existant de **6.656,9 milliards de FC**, cette enveloppe prend en compte quelques nouvelles actions, notamment la tranche de 2023 du barème de l'INAP chiffrée à **180,0 milliards de FC**, la prise en compte progressive des revendications sociales des bancs syndicaux dans le cadre des accords conclus avec le Gouvernement ainsi que quelques tranches des barèmes et diverses régularisations.

- **Biens, matériels et prestations : 2.992,5 milliards de FC**, représentant **10,7%** des dépenses du Budget général et un taux d'accroissement de **10,6%** par rapport à son niveau de l'exercice 2022 de **2.705,1 milliards de FC**. Ces dépenses comprennent :

- le fonctionnement des institutions chiffré à **850,8 milliards de FC**, soit un taux de régression de **14,3%** par rapport à son niveau de l'exercice 2022, justifié par la mesure gouvernementale de réduction du train de vie des institutions ;
- le fonctionnement des ministères (y compris le financement des réformes) d'un import de **1.906,2 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **29,0%** par rapport à son niveau de l'exercice 2022. Outre le fonctionnement courant des services, cette rubrique prend en compte notamment les charges liées à la sécurisation du pays, le fonctionnement des écoles et des bureaux gestionnaires dans le cadre de la gratuité de l'Enseignement Primaire, les charges relatives à la gratuité de la maternité pour la couverture santé universelle, l'achat des intrants agricoles, le financement des réformes des finances publiques et de l'Administration Publique, la production des permis de conduire biométrique sécurisés avec puce, la motivation de recherches, etc. ;
- le fonctionnement des services déconcentrés d'un montant de **22,8 milliards de FC**, soit la reconduction des crédits de 2022 ;

- les charges communes chiffrées à **212,8 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **0,8%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2022. Elles prennent en compte les arriérés de consommation d'eau et d'électricité par les services étatiques, la rétribution aux banques dans le cadre de la bancarisation de la paie, les frais relatifs à la prise en charge médicale des agents et fonctionnaires de l'Etat ainsi que les frais d'hébergement, de consommation de carburant et autres ;
- **Transferts et subventions : 3.991,1 milliards de FC**, soit un accroissement de **81,0%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2022. Ils comprennent :
  - la rétrocession aux Administrations financières de **1.183,7 milliards de FC**, calculée à hauteur de **5%** des recettes de la DGDA et de la DGI, et **10%** de celles encadrées par la DGRAD ;
  - le transfert aux provinces et ETD au titre de fonctionnement d'un import de **738,3 milliards de FC** ;
  - les interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques de **1.437,3 milliards de FC**, intégrant une enveloppe de **578,2 milliards de FC** au titre de subvention pétrolière ;
  - la subvention aux organismes auxiliaires et aux services ex-BPO de **111,8 milliards de FC** ;
  - la bourse d'études d'un montant de **15,0 milliards de FC** ;
  - la TVA remboursable d'un import de **265,0 milliards de FC** ;
  - la mise à la retraite évaluée à **240,0 milliards de FC**, susceptibles d'assurer progressivement la retraite des agents et fonctionnaires de l'Etat.
- **Dépenses d'investissements : 10.577,9 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **45,8%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2022 et **37,8%** des dépenses du Budget général.

Les dépenses d'investissements sont principalement axées sur les projets des secteurs sociaux et porteurs de croissance. Elles se déclinent comme suit :

- **Investissement sur ressources propres** : **6.123,9 milliards de FC**, représentant **21,9%** des dépenses du Budget général et devant couvrir :
  - ✓ les projets du Gouvernement central chiffrés à **1.946,8 milliards de FC** incluant les projets inscrits dans le Programme de Développement Local de 145 Territoires ;
  - ✓ la contrepartie gouvernementale d'un import de **150,0 milliards de FC** ;
  - ✓ les projets des provinces évalués à **2.349,2 milliards de FC** ;
  - ✓ le fonds de péréquation chiffré à **1.678,0 milliards de FC**, représentant **10%** des recettes à caractère national.

Pour l'exercice 2023, un accent sera mis sur le financement des projets de développement dans le secteur agricole (culture, pêche, élevage, pisciculture, sylviculture, etc.) et dans le secteur rural (développement rural).

Il sied de souligner que l'enveloppe de **40%** de la quote-part des Provinces dans les recettes à caractère national, hors rétrocession aux Administrations financières et fonds de péréquation, est chiffrée à **6.712,0 milliards de FC**. Elle comprend les rémunérations transférées de **3.624,5 milliards de FC**, le transfert au titre de fonctionnement de **738,3 milliards de FC** et l'investissement de **2.349,2 milliards de FC**.

- **Investissement sur ressources extérieures** : **4.453,9 milliards de FC**, représentant **15,9%** des dépenses du Budget général, soit un taux d'accroissement de **60,5%** par rapport à son niveau du Budget de l'exercice 2022.

Les principaux projets d'investissements tant sur ressources propres qu'extérieures programmés pour 2023 se focalisent essentiellement sur la mise en œuvre du Programme de Développement Local à la base de 145 territoires.

- **Crédits provisionnels (dépenses exceptionnelles) : 1.185,0 milliards de FC**, représentant **4,2%** des dépenses du Budget général et devront financer :
  - les opérations électorales : **800,0 milliards de FC** ;
  - la réserve budgétaire : **90,0 milliards de FC** ;
  - la couverture d'éventuels sinistres et calamités : **75,0 milliards de FC** ;
  - les opérations de recensement et d'identification de la population : **220,0 milliards de FC**.

#### ***4.5.2. Dépenses des Budgets annexes***

Les dépenses des Budgets annexes sont présentées en équilibre avec les recettes correspondantes.

#### ***4.5.3. Dépenses des Comptes spéciaux***

Les dépenses des comptes spéciaux sont présentées en équilibre avec les recettes correspondantes. Elles se rapportent aux Comptes d'affectation spéciale repris en recettes.

## CONCLUSION

Le projet de loi de finances pour l'exercice 2023 présente un budget en équilibre, en recettes et en dépenses, évalué à **29.520,9 milliards de FC**.

Pour mettre en œuvre efficacement les politiques publiques contenues dans ce budget et en assurer la soutenabilité, le Gouvernement veillera à l'application des mesures visant la maximisation des recettes et un meilleur encadrement des dépenses.

Les politiques publiques reflétées dans ce budget visent à estomper les effets pervers de la conjoncture économique actuelle et à contribuer au processus de diversification de l'économie nationale afin de la rendre résiliente, sans oublier la restauration de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire national.

L'effort du Gouvernement va donc se focaliser sur une mobilisation accrue des ressources pouvant financer les multiples actions reprises dans son Programme d'Actions. Cela devra se traduire par l'élargissement de l'assiette fiscale, la poursuite de la rationalisation des exonérations, des budgets annexes et des comptes spéciaux.

Par ailleurs, dans la perspective de la migration vers le budget-programme à l'horizon 2024, sous l'approche de gestion axée sur les résultats prônée par la LOFIP, des actions sont en cours dans le cadre de l'accompagnement harmonieux des sectoriels, en vue de l'appropriation de cette réforme et la poursuite de la mise en place de différents outils y afférents.

---

### En annexe :

- Le tableau des indicateurs macroéconomiques 2023-2025 ;
- Le tableau synthèse de projection des recettes 2023 ;
- Le tableau synthèse de projection des dépenses 2023 ;
- Le tableau des modalités de calcul de la rétrocession aux administrations financières et de 40% de transfert aux Provinces et ETD.

## ANNEXE 1: INDICATEURS MACROECONOMIQUES 2020-2025

Cadrage macroéconomique	2020	2021			2022		2023	2024	2025
	Réalisé	Initial	Actualisé	Réalisation	Initial	Actualisé			
Taux de croissance	1,7%	3,2%	4,9%	6,2%	5,6%	6,1%	6,7%	6,9%	7,1%
Déflateur PIB	7,0	8,7	6,9	8,1	7,4	8,9	9,8	10,3	10,0
Taux d'inflation moyen	10,2%	15,1%	10,9%	10,6%	6,2%	8,2%	8,9%	6,5%	6,1%
Taux d'inflation fin période	15,76%	8,8%	6,0%	5,4%	6,33%	11,02%	6,83%	6,15%	6,02%
Taux de croissance mine	9,71%	11,1%	11,1%	8,1%	7,90%	10,55%	10,13%	8,99%	8,76%
Taux change moyen (FC/USD)	1851,5	2 067,80	2006,7	1985,9	2 085,83	2 004,52	2 021,94	2 048,78	2 077,72
Taux change fin période (FC/USD)	1971,8	2 013,40	2041,6	2000,0	2 130,07	2 009,04	2 034,85	2 062,72	2 092,73
PIB nominal en milliards FC	90 181,05	111 904,00	106 311,04	110 179,75	119 540,82	129 479,16	151 553,43	169 795,95	177 534,77

ANNEXE 2: PROJET DE LOI DE FINANCES 2023 \_ VOLET RECETTES

N°	RUBRIQUES	VOTE	BUDGET 2022					BUDGET 2023								
			Struct. (%)	Struct. BG (%)	% PIB	Taux acc. /LFR2021	PREVISIONS LINEAIRES	REALISATION A FIN JUIN 2022 (Regies)	Tx réal. (%)	PERSPECTIVES A FIN DECEMBRE 2022	Tx réal. (%)	PROJET DE LOI	Struct. (%)	Struct. BG (%)	% PIB	Taux acc. /2022
I.	<b>BUDGET GENERAL</b>	20 408 330 686 833	91,7	100,0	17,1	33,1	10 204 165 343 417	12 006 114 514 429	117,7	21 163 824 922 439	103,7	27 986 773 149 682	94,8	100,0	18,5	37,1
I.1.	<b>RECETTES INTERNES</b>	14 755 887 850 062	66,3	72,3	12,3	35,5	7 377 943 925 031	9 745 977 641 291	132,1	18 069 950 515 202	122,5	21 686 754 476 845	73,5	77,5	14,3	47,0
I.1.1.	<b>RECETTES COURANTES</b>	14 755 887 850 062	66,3	72,3	12,3	37,4	7 377 943 925 031	9 745 977 641 291	132,1	18 069 950 515 202	122,5	21 386 754 476 845	72,4	76,4	14,1	44,9
I.1.1.1.	Recettes des Douanes et Accises	4 565 868 327 074	20,5	22,4	3,8	52,3	2 282 934 163 537	1 699 476 442 783	74,4	3 576 339 315 621	78,3	4 769 000 000 000	16,2	17,0	3,1	4,4
I.1.1.2.	Recettes des Impôts	7 130 987 873 447	32,0	34,9	6,0	25,8	3 565 493 936 724	6 336 974 786 833	177,7	11 044 177 863 571	154,9	12 833 916 666 995	43,5	45,9	8,5	80,0
I.1.1.3.	Recettes non Fiscales	2 664 076 529 740	12,0	13,1	2,2	47,7	1 332 038 264 870	1 359 995 917 652	102,1	2 866 174 076 393	107,6	3 168 423 029 004	10,7	11,3	2,1	18,9
1°	DGRAD	2 664 076 529 740	12,0	13,1	2,2	47,7	1 332 038 264 870	1 344 733 917 652	101,0	2 866 174 076 393	107,6	3 168 423 029 004	10,7	11,3	2,1	18,9
2°	AUTRES	0	0,0	0,0	0,0		-	15 262 000 000				0,0	0,0	0,0		
a.	Bonus sur contrat chinois _ Pas de porte minier		0,0	0,0	0,0		-					0,0	0,0	0,0		
b.	Autres recettes		0,0	0,0	0,0		-	15 262 000 000				0,0	0,0	0,0		
I.1.1.4.	Recettes des Pétroliers Producteurs	394 955 119 801	1,8	1,9	0,3	49,1	197 477 559 901	349 530 494 023	177,0	583 259 259 617	147,7	615 414 780 847	2,1	2,2	0,4	55,8
1°	DGI	124 009 876 833	0,6	0,6	0,1	18,3	62 004 938 417	105 587 662 571	170,3	187 357 259 617	151,1	197 310 786 995	0,7	0,7	0,1	59,1
2°	DGRAD	270 945 242 968	1,2	1,3	0,2	69,3	135 472 621 484	243 942 831 452	180,1	395 902 000 000	146,1	418 103 993 852	1,4	1,5	0,3	54,3
I.1.2.	<b>RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	0	0,0	0,0	0,0	-100,0	-	-				300 000 000 000	1,0	1,1	0,2	
I.1.2.1.	Dons et legs intérieurs courants		0,0	0,0	0,0		-	-				0,0	0,0	0,0		
I.1.2.2.	Dons et legs intérieurs projets		0,0	0,0	0,0		-	-				0,0	0,0	0,0		
I.1.2.3.	Remboursement de prêts et avances		0,0	0,0	0,0		-	-				0,0	0,0	0,0		
I.1.2.4.	Produits des emprunts intérieurs		0,0	0,0	0,0	-100,0	-	-				300 000 000 000	1,0	1,1	0,2	
I.2.	<b>RECETTES EXTERIEURES</b>	5 652 442 836 771	25,4	27,7	4,7	27,2	2 826 221 418 386	2 260 136 873 138	80,0	3 093 874 407 237	54,7	6 300 018 672 837	21,3	22,5	4,2	11,5
I.2.1.	<b>RECETTES D'APPUIS BUDGETAIRES</b>	2 878 115 000 000	12,9	14,1	2,4	49,8	1 439 057 500 000	604 102 000 000	42,0	906 153 000 000	31,5	1 846 118 542 310	6,3	6,6	1,2	-35,9
I.2.1.1.	Emprunt Programme	688 983 120 000	3,1	3,4	0,6	-31,3	344 491 560 000		0,0		0,0	1 104 838 039 031	3,7	3,9	0,7	60,4
I.2.1.2.	Dons Budgétaires	624 755 880 000	2,8	3,1	0,5	-31,9	312 377 940 000	604 102 000 000	193,4	906 153 000 000	145,0	330 826 062 221	1,1	1,2	0,2	-47,0
I.2.1.3.	Allocation DTS	1 564 376 000 000	7,0	7,7	1,3		782 188 000 000		0,0		0,0	410 454 441 058	1,4	1,5	0,3	-73,8
I.2.2.	<b>Recettes de Financement des Investissements</b>	2 774 327 836 771	12,5	13,6	2,3	10,0	1 387 163 918 386	1 656 034 873 138	119,4	2 187 721 407 237	78,9	4 453 900 130 526	15,1	15,9	2,9	60,5
I.2.2.1.	Dons Projets	1 759 009 557 332	7,9	8,6	1,5	11,6	879 504 778 666	912 904 455 302	103,8	1 078 180 141 314	61,3	1 032 445 667 390	3,5	3,7	0,7	-41,3
I.2.2.2.	Emprunts Projets	1 015 318 279 439	4,6	5,0	0,8	7,2	507 659 139 720	743 130 417 836	146,4	1 109 541 265 923	109,3	3 421 454 463 136	11,6	12,2	2,3	237,0
a)	Bilatéraux et Multilatéraux	1 015 318 279 439	4,6	5,0	0,8	7,2	507 659 139 720		0,0	1 109 541 265 923	109,3	3 421 454 463 136	11,6	12,2	2,3	237,0
b)	Emprunts obligataires	0	0,0	0,0	0,0		-	-				0,0	0,0	0,0		
c)	Consortium HUAWEL-Exim Bank Arqisol	0	0,0	0,0	0,0		-	-				0,0	0,0	0,0		
d)	Partenariat financier / Exim Bank _ AfreximBank	0	0,0	0,0	0,0		-	-				0,0	0,0	0,0		
II.	<b>BUDGETS ANNEXES</b>	409 966 145 608	1,8		0,3	3,1	204 983 072 804	161 848 340 691	79,0	338 666 975 626	82,6	359 526 917 510	1,2		0,2	-12,3
III.	<b>COMPTES SPECIAUX</b>	1 434 712 561 829	6,4	100,0	1,2	60,7	717 356 280 915	202 513 518 246	28,2	968 777 544 150	67,5	1 174 553 654 571	4,0		0,8	-18,1
III.1	Fonds National d'Entretien Routier (FONER)	256 008 366 928	1,2	17,8	0,2	5,6	128 004 183 464		0,0	400 661 372 022	156,5	198 663 563 573	0,7		0,1	-22,4
III.2	Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI)	744 702 233 250	3,3	51,9	0,6	60,9	372 351 116 625		0,0	435 301 359 908	58,5	462 113 425 220	1,6		0,3	-37,9
III.3	Régie des Voies Aériennes (RVA) / (Go-Pass)	39 967 694 129	0,2	2,8	0,0	18,5	19 983 847 065	24 559 722 869	122,9	52 049 323 537	130,2	50 530 305 641	0,2		0,0	26,4
III.4	Fonds de Promotion de l'Education (FPEN)	9 162 191 576	0,0	0,6	0,0	94,2	4 581 095 788	1 579 670 398	34,5	4 380 743 321	47,8	26 010 761 950	0,1		0,0	183,9
III.5	Fonds de Promotion Culturelle (FPC)	15 854 080 679	0,1	1,1	0,0	155,8	7 927 040 340	7 621 481 027	96,1	11 719 109 223	73,9	10 103 865 951	0,0		0,0	-36,3
III.6	Fonds de Contrepartie	0	0,0	0,0	0,0		-	-				17 132 271 629	0,1		0,0	
III.7	Fonds Forestier National (FFN)	13 387 225 963	0,1	0,9	0,0	22,2	6 693 612 982	7 336 499 543	109,6	15 825 593 204	118,2	17 520 361 612	0,1		0,0	30,9
III.8	Cadastre Minier (CAMI)	30 247 038 463	0,1	2,1	0,0	20,6	15 123 519 232	17 376 500 114	114,9	29 600 339 776	97,9	30 336 212 052	0,1		0,0	0,3
III.9	Fonds de Promotion du Tourisme (FPT)	19 291 499 774	0,1	1,3	0,0	57,9	9 645 749 887	9 647 864 452	100,0	0	0,0	56 997 850 000	0,2		0,0	195,5
III.10	Fonds Minier des Générations Futures (FOMIN)	306 092 231 067	1,4	21,3	0,3	223,8	153 046 115 534	134 391 779 843	87,8	2 107 431 532	0,7	304 089 787 343	1,0		0,2	-0,7
	<b>TOTAL RECETTES / FC</b>	22 253 009 394 270	100,0		18,6	33,9	11 126 504 697 135	12 370 476 373 366	111,2	22 471 269 442 215		29 520 853 721 763	100,0		19,5	32,7
	<b>TOTAL RECETTES / \$ US</b>	10 668 635 319				28,8						14 600 239 895			36,9	
	Recettes courantes en \$ US	7 074 332 442				32,2						10 577 327 773			49,5	
	Recettes Internes en \$ US	7 074 332 442				30,4						10 725 699 903			51,6	
	Budget Général en \$ US	9 784 251 366				28,1						13 841 523 884			41,5	
	Recettes extérieures en \$ US	2 709 918 925				22,4						3 115 823 981			15,0	

**ANNEXE 3 : PROJET DE LOI DE FINANCES 2023 VOLET DEPENSES**

RUBRIQUES	BUDGET 2022										BUDGET 2023									
	VOTE	Struct (%)	% BG	% PIB	% RC	Taux Accr/ LFR 2021	PREVISIONS LINEAIRES (JUN)	EXECUTION FIN JUIN 2022 (PTR)	Taux d'exéc.	PERSPECTIVES A FIN DECEMBRE 2022	Taux d'exéc.	PROJET DE LOI	Struct (%)	% BG	% PIB	Taux Accr.	% RC			
<b>A. BUDGET GENERAL</b>	<b>20 408 330 686 833</b>	<b>91,7</b>	<b>100,0</b>	<b>17,1</b>		<b>33,1</b>	<b>10 204 165 343 417</b>	<b>9 265 098 000 000</b>	<b>90,8</b>	<b>20 645 798 405 280</b>	<b>89,4</b>	<b>27 986 773 149 682</b>	<b>94,8</b>	<b>100,0</b>	<b>18,5</b>		<b>37,1</b>			
<i>dont celles sur ressources internes</i>	<i>17 634 002 850 062</i>	<i>79,2</i>	<i>86,4</i>	<i>14,8</i>		<i>37,7</i>	<i>8 817 001 425 031</i>	<i>9 265 098 000 000</i>	<i>105,1</i>	<i>18 458 076 998 043</i>	<i>89,4</i>	<i>23 532 873 019 155</i>	<i>79,7</i>	<i>84,1</i>	<i>15,5</i>		<i>33,5</i>			
<b>I. DETTE PUBLIQUE ET FRAIS FINANCIERS</b>	<b>1 217 236 657 912</b>	<b>5,5</b>	<b>6,0</b>	<b>1,0</b>	<b>8,2</b>	<b>16,9</b>	<b>608 618 328 956</b>	<b>563 991 000 000</b>	<b>92,7</b>	<b>1 127 982 000 000</b>	<b>5,5</b>	<b>1 637 522 503 099</b>	<b>5,5</b>	<b>5,9</b>	<b>1,1</b>	<b>34,5</b>	<b>7,7</b>			
<b>1.1. Dette publique</b>	<b>955 801 562 979</b>	<b>4,3</b>	<b>4,7</b>	<b>0,8</b>	<b>6,5</b>	<b>23,9</b>	<b>477 900 781 490</b>	<b>483 590 000 000</b>	<b>101,2</b>	<b>967 180 000 000</b>	<b>4,7</b>	<b>1 006 872 707 493</b>	<b>3,4</b>	<b>3,6</b>	<b>0,7</b>	<b>5,3</b>	<b>4,7</b>			
1.1.1. Dette Intérieure	302 627 575 168	1,4	1,5	0,3	2,1	-15,9	151 313 787 584	343 763 000 000	227,2	687 526 000 000	3,3	293 426 698 430	1,0	1,0	0,2	-3,0	1,4			
1.1.2. Dette Extérieure (Principal)	653 173 987 811	2,9	3,2	0,5	4,4	58,7	326 586 993 906	139 827 000 000	42,8	279 654 000 000	1,4	713 446 009 063	2,4	2,5	0,5	9,2	3,3			
<b>1.2. Frais financiers</b>	<b>261 435 094 933</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>	<b>0,2</b>	<b>1,8</b>	<b>-3,1</b>	<b>130 717 547 467</b>	<b>80 401 000 000</b>	<b>61,5</b>	<b>160 802 000 000</b>	<b>0,8</b>	<b>630 649 795 606</b>	<b>2,1</b>	<b>2,3</b>	<b>0,4</b>	<b>141,2</b>	<b>2,9</b>			
1.2.1. Intérieurs	187 110 668 178	0,8	0,9	0,2	1,3	23,7	93 555 334 089	60 177 000 000	64,3	120 354 000 000	0,6	372 083 379 408	1,3	1,3	0,2	98,9	1,7			
1.2.2. Extérieurs	74 324 426 755	0,3	0,4	0,1	0,5	-37,2	37 162 213 378	20 224 000 000	54,4	40 448 000 000	0,2	258 566 416 198	0,9	0,9	0,2	247,9	1,2			
<b>II. DÉPENSES DE PERSONNEL (RÉMUNÉRATIONS)</b>	<b>6 176 000 000 000</b>	<b>27,8</b>	<b>30,3</b>	<b>5,2</b>	<b>41,9</b>	<b>16,9</b>	<b>3 088 000 000 000</b>	<b>3 217 099 000 000</b>	<b>104,2</b>	<b>6 434 198 000 000</b>	<b>31,2</b>	<b>7 602 771 878 859</b>	<b>25,8</b>	<b>27,2</b>	<b>5,0</b>	<b>23,1</b>	<b>35,5</b>			
2.1. Pouvoir Central	3 873 963 044 172	17,4	19,0	3,2	26,3	17,8	1 936 981 522 086	2 135 440 385 648	110,2	4 270 880 771 296	20,7	3 978 282 180 291	13,5	14,2	2,6	2,7	18,6			
2.2. Provinces	2 302 036 955 828	10,3	11,3	1,9	15,6	15,3	1 151 018 477 914	1 081 658 614 352	94,0	2 163 317 228 704	10,5	3 624 489 698 568	12,3	13,0	2,4	57,4	16,9			
<b>III. BIENS, MATÉRIELS ET PRESTATIONS (FONCT.)</b>	<b>2 705 117 718 845</b>	<b>12,2</b>	<b>13,3</b>	<b>2,3</b>	<b>18,3</b>	<b>41,3</b>	<b>1 352 558 859 422</b>	<b>1 226 736 000 000</b>	<b>157,2</b>	<b>3 784 302 197 370</b>	<b>18,3</b>	<b>2 992 478 339 298</b>	<b>10,1</b>	<b>10,7</b>	<b>2,0</b>	<b>16,0</b>	<b>14,0</b>			
3.1. Institutions	993 096 000 000	4,5	4,9	0,8	6,7	18,4	496 548 000 000	489 917 000 000	181,2	1 574 854 750 000	7,6	850 777 205 694	2,9	3,0	0,6	-14,3	4,0			
3.2. Ministères	1 478 141 652 263	6,6	7,2	1,2	10,0	67,0	739 070 826 132	1 021 627 000 000	138,2	1 793 375 947 370	8,7	1 906 155 817 489	6,5	6,8	1,3	29,0	8,9			
3.2.1. Fonctionnement des Ministères	1 459 141 652 263	6,6	7,1	1,2	9,9	70,7	729 570 826 132	1 021 627 000 000	140,0	1 787 847 250 000	8,7	1 877 155 817 489	6,4	6,7	1,2	28,6	8,8			
3.2.2. Financement des réformes	19 000 000 000	0,1	0,1	0,0	0,1	-36,7	9 500 000 000	-	0,0	5 528 697 370	0,0	29 000 000 000	0,1	0,1	0,0	52,6	0,1			
3.3. Subvention aux Services Déconcentrés	22 750 000 000	0,1	0,1	0,0	0,2	30,0	11 375 000 000	-	0,0	5 687 500 000	0,0	22 750 000 000	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1			
3.4. Charges communes	211 130 066 582	0,9	1,0	0,2	1,4	22,1	105 565 033 291	205 192 000 000	194,4	410 384 000 000	2,0	212 795 316 115	0,7	0,8	0,1	0,8	1,0			
<b>IV. TRANSFERTS ET SUBVENTIONS</b>	<b>2 205 611 394 582</b>	<b>9,9</b>	<b>10,8</b>	<b>1,8</b>	<b>14,9</b>	<b>42,4</b>	<b>1 102 805 697 291</b>	<b>1 385 305 000 000</b>	<b>125,6</b>	<b>2 911 920 588 716</b>	<b>14,1</b>	<b>3 991 128 947 648</b>	<b>13,5</b>	<b>14,3</b>	<b>2,6</b>	<b>81,0</b>	<b>18,7</b>			
4.1. Rétrocession aux Régies financières	838 077 174 689	3,8	4,1	0,7	5,7	38,5	419 038 587 344	456 054 000 000	108,8	912 108 000 000	4,4	1 183 738 136 250	4,0	4,2	0,8	41,2	5,5			
4.2. Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	447 837 398 544	2,0	2,2	0,4	3,0	14,2	223 918 699 272	104 543 000 000	46,7	365 900 500 000	1,8	738 321 975 634	2,5	2,6	0,5	64,9	3,5			
4.3. Interventions économiques, soc., cult. et scient.	515 088 122 966	2,3	2,5	0,4	3,5	73,3	257 544 061 483	583 575 000 000	226,6	1 167 150 000 000	5,7	1 437 292 182 806	4,9	5,1	0,9	179,0	6,7			
4.4. Organismes Auxiliaires (y compris Services ex BPO)	76 142 932 158	0,3	0,4	0,1	0,5	22,2	38 071 466 079	13 444 000 000	35,3	29 116 508 398	0,1	111 776 652 958	0,4	0,4	0,1	46,8	0,5			
4.4.1. Fonctionnement des Organismes Auxiliaires	50 662 932 158	0,2	0,2	0,0	0,3	32,3	25 331 466 079	13 444 000 000	53,1	26 888 000 000	0,1	81 296 652 958	0,3	0,3	0,1	60,5	0,4			
4.4.2. Fonctionnement des Services ex-BPO	25 480 000 000	0,1	0,1	0,0	0,2	6,2	12 740 000 000	-	0,0	2 228 508 398	0,0	30 480 000 000	0,1	0,1	0,0	19,6	0,1			
4.5. Bourses d'études	15 000 000 000	0,1	0,1	0,0	0,1	33,7	7 500 000 000	35 000 000	0,5	1 751 080 318	0,0	15 000 000 000	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1			
4.6. TVA remboursable	263 465 766 225	1,2	1,3	0,2	1,8	50,2	131 732 883 112	227 654 000 000	172,8	398 394 500 000	1,9	265 000 000 000	0,9	0,9	0,2	0,6	1,2			
4.7. Mise à la retraite	50 000 000 000	0,2	0,2	0,0	0,3	900,0	25 000 000 000	-	0,0	37 500 000 000	0,2	240 000 000 000	0,8	0,9	0,2	380,0	1,1			
<b>V. DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS</b>	<b>7 254 364 915 494</b>	<b>32,6</b>	<b>35,5</b>	<b>6,1</b>	<b>49,2</b>	<b>37,5</b>	<b>3 627 182 457 747</b>	<b>1 487 705 000 000</b>	<b>41,0</b>	<b>5 418 871 619 194</b>	<b>26,2</b>	<b>10 577 871 480 777</b>	<b>35,8</b>	<b>37,8</b>	<b>7,0</b>	<b>45,8</b>	<b>49,5</b>			
<b>5.1. Investissements sur ressources propres</b>	<b>4 480 037 078 723</b>	<b>20,1</b>	<b>22,0</b>	<b>3,7</b>	<b>30,4</b>	<b>62,8</b>	<b>2 240 018 539 362</b>	<b>1 487 705 000 000</b>	<b>66,4</b>	<b>3 231 150 211 957</b>	<b>15,7</b>	<b>6 123 971 350 250</b>	<b>20,7</b>	<b>21,9</b>	<b>4,0</b>	<b>36,7</b>	<b>28,6</b>			
5.1.1. Projets Gouvernement central	2 538 252 365 667	11,4	12,4	2,1	17,2	148,9	1 269 126 182 834	1 484 478 000 000	117,0	2 226 717 000 000	10,8	1 946 760 574 064	6,6	7,0	1,3	-23,3	9,1			
5.1.2. Contrepartie des projets	111 503 855 044	0,5	0,5	0,1	0,8	1,4	55 751 927 522	-	0,0	13 402 169 480	0,1	150 000 000 000	0,5	0,5	0,1	34,5	0,7			
5.1.3. Projets des Provinces	1 321 374 723 302	5,9	6,5	1,1	9,0	12,3	660 687 361 651	3 227 000 000	0,5	991 031 042 477	4,8	2 349 206 286 109	8,0	8,4	1,6	77,8	11,0			
5.1.4. Fonds de péréquation	508 906 134 709	2,3	2,5	0,4	3,4	14,2	254 453 067 355	-	0,0	-	-	1 678 004 490 078	5,7	6,0	1,1	229,7	7,8			
<b>5.3. Investissements sur ressources extérieures</b>	<b>2 774 327 836 771</b>	<b>12,5</b>	<b>13,6</b>	<b>2,3</b>	<b>18,8</b>	<b>10,0</b>	<b>1 387 163 918 386</b>	<b>-</b>	<b>0,0</b>	<b>2 187 721 407 237</b>	<b>10,6</b>	<b>4 453 900 130 526</b>	<b>15,1</b>	<b>15,9</b>	<b>2,9</b>	<b>60,5</b>	<b>20,8</b>			
5.3.1. Autres bailleurs	2 774 327 836 771	12,5	13,6	2,3	18,8	10,0	1 387 163 918 386	-	0,0	2 187 721 407 237	10,6	4 453 900 130 526	15,1	15,9	2,9	60,5	20,8			
<b>VI. DÉPENSES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>850 000 000 000</b>	<b>3,8</b>	<b>4,2</b>	<b>0,7</b>	<b>5,8</b>	<b>217,2</b>	<b>425 000 000 000</b>	<b>484 262 000 000</b>	<b>113,9</b>	<b>968 524 000 000</b>	<b>4,7</b>	<b>1 185 000 000 000</b>	<b>4,0</b>	<b>4,2</b>	<b>0,8</b>	<b>39,4</b>	<b>5,5</b>			
<b>6.1. Dépenses except. sur ressources propres</b>	<b>850 000 000 000</b>	<b>3,8</b>	<b>4,2</b>	<b>0,7</b>	<b>5,8</b>	<b>217,2</b>	<b>425 000 000 000</b>	<b>484 262 000 000</b>	<b>113,9</b>	<b>968 524 000 000</b>	<b>4,7</b>	<b>1 185 000 000 000</b>	<b>4,0</b>	<b>4,2</b>	<b>0,8</b>	<b>39,4</b>	<b>5,5</b>			
6.1.1. Opérations électorales	500 000 000 000	2,2	2,4	0,4	3,4	233,3	250 000 000 000	239 173 000 000	95,7	478 346 000 000	2,3	800 000 000 000	2,7	2,9	0,5	60,0	3,7			
6.1.2. Réserve budgétaire	70 000 000 000	0,3	0,3	0,1	0,5	62,8	35 000 000 000	236 898 000 000	676,9	473 796 000 000	2,3	90 000 000 000	0,3	0,3	0,1	28,6	0,4			
6.1.3. Réserve pour sinistres et calamités	60 000 000 000	0,3	0,3	0,1	0,4	-20,0	30 000 000 000	8 191 000 000	27,3	16 382 000 000	0,1	75 000 000 000	0,3	0,3	0,0	25,0	0,4			
6.1.4. Opérations de recensement et d'identification	220 000 000 000	1,0	1,1	0,2	1,5	-	110 000 000 000	-	0,0	-	-	220 000 000 000	0,7	0,8	0,1	0,0	1,0			
<b>6.2. Dépenses except. sur ressources extérieures</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>			
6.2.1. Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI)	0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	-	-	-	-	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
<b>B. BUDGETS ANNEXES</b>	<b>409 966 145 608</b>	<b>1,8</b>	<b>0,3</b>	<b>3,1</b>	<b>204 983 072 804</b>	<b>161 848 340 691</b>	<b>79,0</b>	<b>338 666 975 626</b>	<b>1,6</b>	<b>359 526 917 510</b>	<b>1,2</b>	<b>0,2</b>	<b>-12,3</b>							
<b>C. COMPTES SPECIAUX</b>	<b>1 434 712 561 829</b>	<b>6,4</b>	<b>1,2</b>	<b>60,7</b>	<b>717 356 280 915</b>	<b>202 513 518 246</b>	<b>28,2</b>	<b>968 777 544 150</b>												

ANNEXE 4 : MODALITÉS DE CALCUL

RUBRIQUES	BUDGET 2022	BUDGET 2023
	VOTE	PROJET DE LOI
<b>1. Recettes courantes</b>	<b>14 755 887 850 062 FC</b>	<b>21 386 754 476 845 FC</b>
- DGDA	4 565 868 327 074 FC	4 769 000 000 000 FC
- DGI	7 130 987 873 447 FC	12 833 916 666 995 FC
- DGRAD	2 664 076 529 740 FC	3 168 423 029 004 FC
- Pétroliers	394 955 119 801 FC	615 414 780 847 FC
<b>2. TVA remboursable</b>	<b>263 465 766 225 FC</b>	<b>265 000 000 000 FC</b>
- DGDA	94 350 489 621 FC	106 000 000 000 FC
- DGI	169 115 276 604 FC	159 000 000 000 FC
<b>3. Recettes courantes après déduction TVA</b>	<b>14 492 422 083 837 FC</b>	<b>21 121 754 476 845 FC</b>
- DGDA	4 471 517 837 453 FC	4 663 000 000 000 FC
- DGI	6 961 872 596 843 FC	12 674 916 666 995 FC
- DGRAD	2 664 076 529 740 FC	3 168 423 029 004 FC
- Pétroliers	394 955 119 801 FC	615 414 780 847 FC
<b>4. Rétrocession Régies</b>	<b>838 077 174 689 FC</b>	<b>1 183 738 136 250 FC</b>
- DGDA	223 575 891 873 FC	233 150 000 000 FC
- DGI	348 093 629 842 FC	633 745 833 350 FC
- DGRAD	266 407 652 974 FC	316 842 302 900 FC
<b>5. Recettes Courantes - Rétro Régies</b>	<b>13 654 344 909 148 FC</b>	<b>19 938 016 340 595 FC</b>
- DGDA	4 247 941 945 580 FC	4 429 850 000 000 FC
- DGI	6 613 778 967 001 FC	12 041 170 833 645 FC
- DGRAD	2 397 668 876 766 FC	2 851 580 726 103 FC
- Pétroliers	394 955 119 801 FC	615 414 780 847 FC
<b>6. Dette Publique, Frais financiers et Redevances minières</b>	<b>2 226 240 284 024 FC</b>	<b>3 157 971 439 818 FC</b>
- Dette Publique & Frais financiers	1 217 236 657 912 FC	1 637 522 503 099 FC
- 50% Redevances minières	1 009 003 626 112 FC	1 520 448 936 719 FC
<b>7. Recettes Courantes après déduction Dette publique &amp; Frais financiers</b>	<b>11 428 104 625 124 FC</b>	<b>16 780 044 900 777 FC</b>
- DGDA	3 842 196 392 943 FC	3 884 009 165 634 FC
- DGI	6 208 033 414 364 FC	11 495 329 999 279 FC
- DGRAD	982 919 698 017 FC	785 290 955 018 FC
- Pétroliers	394 955 119 801 FC	615 414 780 847 FC
<b>8. Transfert (40%)</b>	<b>4 571 241 850 050 FC</b>	<b>6 712 017 960 311 FC</b>
- DGDA	1 536 878 557 177 FC	1 553 603 666 253 FC
- DGI	2 483 213 365 746 FC	4 598 131 999 712 FC
- DGRAD	393 167 879 207 FC	314 116 382 007 FC
- Pétroliers	157 982 047 920 FC	246 165 912 339 FC
<b>9. Répartition Transfert Provinces</b>	<b>4 536 324 378 645 FC</b>	<b>6 712 017 960 311 FC</b>
- Rémunérations	2 444 036 955 828 FC	3 624 489 698 568 FC
- Fonctionnement	447 837 398 544 FC	738 321 975 634 FC
- Investissement	1 644 450 024 272 FC	2 349 206 286 109 FC
<b>11. Fonds de péréquation (10% Recettes courantes après déduction)</b>	<b>1 142 810 462 512 FC</b>	<b>1 678 004 490 078 FC</b>
- dont 50% pour la couverture des charges non transférées en provinces	571 405 231 256 FC	
- et 50% pour le compte des provinces	571 405 231 256 FC	
<b>12. Reste à répartir (Pouvoir central)</b>	<b>5 714 052 312 562 FC</b>	<b>8 390 022 450 389 FC</b>

**ANNEXE 5 : ETAT DE L'EQUILIBRE FINANCIER ET BUDGETAIRE / PROJET DE LOI  
DE FINANCES 2023 (En FC)**

N°	SOURCES DE FINANCEMENT	BUDGET 2022	RUBRIQUES À FINANCER	BUDGET 2022	BUDGET 2023
		VOTE		VOTE	PROJET DE LOI
<b>A</b>	<b>POUVOIR CENTRAL</b>	<b>20 408 330 686 833</b>		<b>20 408 330 686 833</b>	<b>27 986 773 149 682</b>
<b>1</b>	<b>Ressources Propres</b>	<b>16 069 626 850 062</b>	<b>Dépenses sur Ressources Propres</b>	<b>16 069 626 850 062</b>	<b>23 122 418 578 097</b>
<b>1.1.</b>	<b>Ressources propres affectées à la consommation et aux investissements</b>	<b>11 998 377 772 387</b>	<b>Dépenses du Pouvoir central</b>	<b>11 998 377 772 387</b>	<b>16 410 400 617 786</b>
1.1.1.	Recettes courantes après retenue de 40%	10 684 638 772 387	<b>Dépenses courantes</b>	<b>9 554 091 416 967</b>	<b>11 861 089 994 703</b>
1.1.2.	Recettes exceptionnelles	0	- Dette Intérieure	302 627 575 168	293 426 698 430
1.1.3.	Dons budgétaires	624 755 880 000	- Dette et frais financiers extérieurs	727 498 414 566	972 012 425 261
1.1.4.	Ressources Allègements IADM	0	- Frais Financiers intérieurs	187 110 668 178	372 083 379 408
1.1.5.	Emprunt Programme	688 983 120 000	- Rémunérations	3 873 963 044 172	3 978 282 180 291
			- Fonctionnement des Institutions	993 096 000 000	850 777 205 694
			- Fonctionnement des Ministères	1 459 141 652 263	1 877 155 817 489
			- Financement des réformes	19 000 000 000	29 000 000 000
			- Subvention aux Services Déconcentrés	22 750 000 000	22 750 000 000
			- Dépenses Communes	211 130 066 582	212 795 316 115
			- Rétrocession aux Régies Financières	838 077 174 689	1 183 738 136 250
			- Interventions Économiques	515 088 122 966	1 437 292 182 806
			- Fonctionnement des Organismes Auxiliaires	50 662 932 158	81 296 652 958
			- Fonctionnement des Services ex-BPO	25 480 000 000	30 480 000 000
			- Bourses d'études	15 000 000 000	15 000 000 000
			- TVA Remboursable	263 465 766 225	265 000 000 000
			- Mise à la retraite	50 000 000 000	240 000 000 000
			<b>Dépenses d'investissement et exceptionnelles</b>	<b>2 444 286 355 421</b>	<b>4 549 310 623 083</b>
			- Projets invest. Ress. Propres	973 876 365 667	1 536 306 133 006
			- Contrepartie des projets	111 503 855 044	150 000 000 000
			- Fonds de péréquation	508 906 134 709	1 678 004 490 078
			- Dépenses Except. sur Ressources Propres	850 000 000 000	1 185 000 000 000
<b>1.2.</b>	<b>Retenue de 40%</b>	<b>4 071 249 077 675</b>	<b>Transfert aux Provinces et ETD (40%)</b>	<b>4 071 249 077 675</b>	<b>6 712 017 960 311</b>
			- Rémunérations	2 302 036 955 828	3 624 489 698 568
			- Fonctionnement	447 837 398 544	738 321 975 634
			- Investissement Provinces	1 321 374 723 302	2 349 206 286 109
<b>2</b>	<b>Ressources Extérieures</b>	<b>4 338 703 836 771</b>	<b>Dépenses financées sur Ress. extérieures</b>	<b>4 338 703 836 771</b>	<b>4 864 354 571 585</b>
<b>2.1.</b>	<b>Allocation DTS</b>	<b>1 564 376 000 000</b>	<b>Dépenses financées sur Allocation DTS</b>	<b>1 564 376 000 000</b>	<b>410 454 441 058</b>
			- Projets invest. Ress. Propres	1 564 376 000 000	410 454 441 058
			- Dépenses Except. sur Ressources Propres		
			- Fonctionnement	0	0
<b>2.2.</b>	<b>Recettes extérieures de financement des investissements</b>	<b>2 774 327 836 771</b>	<b>Dépenses sur Ress. de financement des invest.</b>	<b>2 774 327 836 771</b>	<b>4 453 900 130 526</b>
			- Invest. Ress. Extérieures / Autres bailleurs	2 774 327 836 771	4 453 900 130 526
			- Dépenses Except. sur Ressources Extérieures	0	0
<b>C</b>	<b>BUDGETS ANNEXES</b>	<b>409 966 145 608</b>	<b>BUDGETS ANNEXES</b>	<b>409 966 145 608</b>	<b>359 526 917 510</b>
<b>D</b>	<b>COMPTES SPECIAUX</b>	<b>1 434 712 561 829</b>	<b>COMPTES SPECIAUX</b>	<b>1 434 712 561 829</b>	<b>1 174 553 654 571</b>
	<b>Total général</b>	<b>22 253 009 394 270</b>		<b>22 253 009 394 270</b>	<b>29 520 853 721 763</b>
	<b>Solde</b>			<b>0</b>	<b>0</b>